

PERSPECTIVES TUNISIENNES
Groupe
d'études
et
d'Action
Socialiste
Tunisien

Prix : 1,50 F
150 ml

Pour toute correspondance :
La vieille taupe, pour « Perspectives »
Librairie
1, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris (5^e)

SOMMAIRE

- **La crise actuelle et les tâches actuelles pour la dépasser** (suite et fin) 2
- Les mystificateurs se démasquent 6

- **Le combat continue.**
 - Barbares traitements de nos camarades à Bordj Er Roumi 7
 - Grève de la faim de nos camarades au bagné de Bordj Er Roumi 9
 - Lettre du bagné 12

- **La vision théorique qui doit guider notre pratique révolutionnaire** 13
 - I. — La question nationale, l'impérialisme et les pays socialistes 14
 - II. — Le problème de l'unité arabe 17
 - III. — La construction d'un parti révolutionnaire 18
- Apprenons le marxisme 19
- Poèmes de jeunes 20

La crise actuelle et les tâches immédiates pour la dépasser

(suite et fin)

Nous donnons ci-dessous la suite de l'article de B. El Layem paru dans le n° 19 de notre journal.

Quelles sont nos tâches actuelles ?

I. — Nos tâches immédiates :

il est urgent dans l'immédiat de limiter l'influence de la crise sur la continuité de la lutte et sur son développement.

Plus concrètement, cela implique pour nous deux tâches immédiates :

a) sauvegarder l'acquis théorique et pratique car ce serait une perte d'énergie et d'expériences que de voir le mouvement repartir de zéro.

Il nous faut au contraire développer nos acquis et non les reconquérir.

Il faut épargner à nos camarades qui continuent la lutte d'avoir à refaire les mêmes erreurs pour retrouver les mêmes conclusions, il faut qu'ils assimilent notre expérience accumulée jusqu'à maintenant. C'est pourquoi nous sommes tenus de diffuser d'abord largement les conclusions théoriques auxquelles le groupe a déjà abouti.

Ensuite, et surtout, procéder à une analyse historique critique de TOUTE l'expérience du Groupe depuis sa naissance, non pas tellement pour les besoins de l'histoire ou en terme de bilan, mais essentiellement en tant que processus de croissance avec ses aléas et ses vicissitudes, car dans le cheminement même du développement théorique et pratique du Groupe beaucoup de leçons peuvent être dégagées.

Enfin, sur le plan pratique, maintenir le contact et la coordination avec les milieux touchés par le Groupe, essentiellement les lycées et les milieux ouvriers.

b) faciliter et hâter la reprise de la lutte car il est habituel de voir après chaque crise les capitulars et les paniquards jouer sur les hésitations et les flottements et prôner l'inaction. C'est pourquoi notre tâche est de lutter contre les paniquards, et ce, en aidant tout le monde à comprendre exactement ce qui s'est passé.

Pour cela, il faut : mener une campagne d'explication en vue d'éclairer les militants honnêtement ébranlés, en donnant aux événements leur signification réelle, et en les plaçant dans le cadre général de développement de la lutte révolutionnaire,

— Lancer une vaste campagne de critique et d'autocritique, essentiellement à l'Université en vue d'aider le mouvement étudiant à dépasser l'étape actuelle et à assimiler ses enseignements.

— Mais ne pas s'impatienter, éviter tout opportunisme (de gauche ou de droite) et savoir que, seules une agitation et une propagande bien menée (en l'occurrence sur des bases claires et après entière assimilation des leçons de l'expérience passée) peuvent relancer efficacement la lutte.

II. — Nos tâches fondamentales :

si nous devons séparer nos tâches théoriques de nos tâches politiques et d'organisation, nous ne devons pas oublier que nous avons à

mener ces tâches « par tous les bouts à la fois » et que le niveau de travail dans une sphère conditionne le niveau du travail dans les autres sphères et se conditionne par lui.

Il est cependant à souligner que le travail théorique est à la base d'une politique saine et d'une organisation forte ; c'est pourquoi nous avons tendance à le privilégier sur les autres (surtout si l'on considère notre manque de connaissance dans ce domaine) tout en sachant que les problèmes d'organisation déterminent quant à eux la solidité et la capacité de résistance de notre mouvement, de même que la continuité et le développement de la lutte.

A) Les tâches théoriques : une tendance erronée consisterait à voir que l'essentiel de la ligne idéologique du Groupe est « déjà » élaborée et consignée dans les derniers écrits publiés. C'est sombrer dans l'autosuffisance que de croire que nous avons définitivement touché à la vérité.

Car, en fait, beaucoup de travail théorique reste à faire et l'essentiel n'est pas encore fait.

Le mérite du travail par le Groupe, ces derniers temps, c'est uniquement d'avoir clarifié sa position en se débarrassant des courants déviationnistes (opportunisme et nationalisme, essentiellement), d'avoir désigné (rien que désigné, il reste à connaître) l'ennemi à combattre, les classes intéressées à la révolution, la direction de cette révolution et son objectif. Le mérite, c'est aussi d'avoir opéré un « retour aux sources » du marxisme-léninisme et d'avoir reconnu l'importance théorique des expériences historiques du prolétariat mondial.

Mais cela ne constitue aucunement une ligne politique, ni une stratégie révolutionnaire élaborée. Il est, par exemple, symptomatique de souligner, à ce propos, qu'aucune polémique effective n'a été sérieusement engagée par le Groupe et qu'on n'a fait que découvrir nos adversaires et procéder à une ébauche de critique embryonnaire qui n'a rien d'une polémique digne de ce nom (1).

En fait, un énorme travail d'analyse et d'enquête nous attend.

a) Une analyse scientifique des caractéristiques de la société tunisienne constitue notre tâche théorique fondamentale. La pauvreté de nos connaissances sur ce plan est déplorable.

(1) Maintenant que, d'une part, les journaux du Destour et ses publications se voient obligés de délier leur langue et de nous consacrer des pages entières et des livres blancs, et que, d'autre part, la crise actuelle a révélé que les communistes tunisiens ont fait preuve d'une irresponsabilité politique flagrante (tract de Paris) et d'une inaction presque totale (à noter que le pouvoir — sciemment ou non, cela importe peu — ne voit pas dans le P.C.T. un danger inquiétant !); enfin que le Baas s'est révélé être un parti bidon, il est évident que maintenant une polémique intense doit être lancée pour lever toute confusion, délimiter les frontières, nous définir d'abord par rapport à l'ennemi principal, ensuite par rapport aux tendances non-marxistes et pseudo-marxistes.

Il nous faut collecter des documents (légaux et illégaux), procéder à des enquêtes de tous genres et intéressants les problèmes fondamentaux de la Révolution : en particulier il nous faut faire une analyse des classes de la société tunisienne, il nous faut étudier le développement historique de la société tunisienne, connaître les données économiques du développement actuel de la Tunisie.

Une étude spécialement consacrée aux classes laborieuses et particulièrement au prolétariat (son histoire, son organisation, sa situation actuelle) basée essentiellement sur des enquêtes sur le tas est un travail fondamental (du genre du livre d'Engels : la situation des classes laborieuses en Angleterre).

b) En ce qui concerne le mouvement étudiant, une étude de l'université de Tunis (ses caractéristiques, sa situation sociale, sa fonction de classe, son enseignement, etc...) a la même importance. En plus, il faut étudier l'histoire du mouvement étudiant en Tunisie, ses tâches historiques au sein de la Révolution prolétarienne, la place de l'UGET dans le mouvement étudiant révolutionnaire, etc..., de même il est très utile, d'assimiler les expériences des mouvements étudiants dans le monde, surtout après le développement considérable que connaît partout actuellement la lutte des étudiants. L'énormité des tâches théoriques est à la mesure de l'importance qu'elles ont, puisque c'est à partir de cela que nous pouvons fixer les bases justes d'une politique juste et promouvoir une action révolutionnaire à long terme et un plan d'action systématique. Autrement conçu, c'est-à-dire s'il n'est pas lié et orienté vers des tâches politiques concrètes, ce travail n'a aucune signification.

B) Nos tâches politiques : à la base de tout élargissement de la lutte et de son développement dans des secteurs toujours plus importants, se trouvent les tâches d'agitation et de propagande. L'objectif de cette agitation et de cette propagande est d'introduire la lutte dans des milieux jusqu'ici non touchés, d'attirer des combattants nouveaux et, surtout la propagation du marxisme et l'éducation socialiste de masses de plus en plus larges. Le travail doit consister d'abord en une information, la plus large possible, surtout sur ce qui se passe dans les divers milieux en expliquant à chaque milieu, non seulement les révélations politiques qui le concernent, mais toutes les manifestations de la vie politique, où qu'elles soient, en commentant ces révélations et en donnant l'interprétation révolutionnaire juste. Ensuite, il consiste en une diffusion des classiques du marxisme et des écrits de Mao-Tse-Toung.

Ce travail d'agitation et de propagande doit être orienté selon les divers milieux, en s'appuyant pour cela sur les résultats des analyses théoriques et des enquêtes et de la connaissance du degré de développement de la lutte dans chaque secteur, en évitant de chercher à procéder à tous prix à des actions de masse qui pourraient être difficiles à réaliser dans les premières phases de la lutte.

Lénine, dans « Que Faire ? », soulignait l'importance du travail d'information et d'agitation en ces termes : « Quant à appeler les masses à l'action, cela se fera tout seul, dès qu'il y aura une agitation politique énergique, des révélations vivantes et précises. Prendre quelqu'un en flagrant délit et le flétrir immédiatement devant tous et partout, voilà qui agit plus efficacement que n'importe quel « appel », et agit souvent de façon qu'il est impossible, dans la suite, d'établir qui a précisément « appelé » la foule et qui précisément a mis en avant tel ou tel plan de manifestation, etc. A nous publicistes, social-démocrates, d'approfondir, d'élargir et de renforcer les révélations politiques et l'agitation politique. » (Que Faire ? Lénine, ed. sociales, Paris, ed. du Progrès, Moscou, pp.96-97.)

Pour la phase actuelle, les sphères d'élection pour notre travail d'agitation sont essentiellement le milieu universitaire (2) et lycéen (et d'une façon générale, la jeunesse et particulièrement les femmes) et le prolétariat et le semi-prolétariat.

(2) L'agitation à l'université, du fait de l'intensification de la répression en son sein, peut être difficile, mais le bouillonnement continu du milieu étudiant et le renouvellement rapide des militants fait que la reprise est, à moyens termes, certaine.

Cependant ce travail pose deux problèmes : celui de moyens matériels et surtout de cadres qui à la suite de l'emprisonnement de la plupart des militants actifs, s'avèreront qualitativement et quantitativement insuffisants pour les besoins de la lutte, d'autant plus, qu'il n'existe plus pratiquement de lieu de formation spontanée (UGET, etc.) et qu'il faut donc déployer un effort délibéré de formation de cadres.

Le deuxième problème qui se trouve posé est celui de l'organisation que je vais essayer d'aborder maintenant :

C) Nos tâches d'organisation :

La conflagration avec la police a révélé la faiblesse de notre organisation, c'est-à-dire que nous avons, pour pouvoir réellement combattre et résister à la police, à changer radicalement notre organisation, faire un renouveau organisationnel complet, liquider définitivement nos méthodes artisanales de travail, adopter un nom nouveau, un organe nouveau et des structures nouvelles. Pour saisir l'importance des tâches d'organisation et pour fixer les principes d'une organisation révolutionnaire, nous avons aussi à assimiler les expériences historiques dans ce domaine, car tous les mouvements marxistes ont eu à résoudre des problèmes d'organisation (3).

Nous nous contenterons de souligner les principes d'organisation et les lignes directrices sans entrer dans les détails qui, de toutes façons, ne peuvent être déterminés et résolus que d'après les données nationales de chaque situation concrète.

Deux principes directeurs doivent être soulignés :

1) L'existence ou la création d'un Parti d'avant-garde suppose l'existence de bases préalables, un parti ne peut pas surgir d'un seul coup. Il nécessite le développement d'une série de conditions et essentiellement un déblayage du terrain idéologique, l'existence d'un minimum de combattants éprouvés, l'existence d'un noyau de lutte un tant soit peu développé ; de moyens matériels suffisants, etc.

Autant de choses dont la création implique une activité préalable émanant de petites organisations de base qu'elles soient de masses ou du genre groupuscule, c'est-à-dire une organisation embryonnaire de parti.

Autrement dit, la création du Parti passe en général par l'existence de petits groupuscules, cercles, comités, etc., dont la fonction est justement de créer les bases nécessaires à l'institution d'une véritable organisation révolutionnaire.

L'exemple historique le plus significatif à cet égard est celui de la Russie des années 1880 à 1890, où la création du P.O.S.D.R. a passé par une phase de gestation, où une multitude de petits groupes et cercles pullulaient à travers la Russie, surgissant spontanément ça et là, se développant de façon désharmonieuse, et succombant pour la plupart, surtout à la phase du début, aux coups de la police tsariste.

Le deuxième exemple est donné par la situation actuelle en France où il existe de même une multitude de groupuscules de tous genres et de comités de base et qui sont le préalable ou l'état embryonnaire d'une organisation révolutionnaire véritable.

(3) A cet égard, nous avons à souligner l'importance de l'ouvrage de Lénine « Que Faire : les questions brûlantes de notre mouvement » ; sa valeur est triple pour nous :

— du point de vue théorique, le « Que Faire » montre que, comme il y a une théorie marxiste de l'Etat, il y a une théorie marxiste de l'organisation du Parti Révolutionnaire, que, donc, nous n'avons pas à laisser les problèmes d'organisation se résoudre par la spontanéité, mais au contraire, leur consacrer une bonne partie de notre réflexion théorique.

— du point de vue méthodologique, le « Que Faire » montre que pour résoudre les problèmes organisationnels, il faut les lier aux autres problèmes théoriques et idéologiques et que, d'autre part, les problèmes d'organisation sont historiquement et dialectiquement liés aux autres problèmes du développement révolutionnaire.

— enfin, historiquement, le « Que faire » est important pour nous parce que dans la phase actuelle du développement de notre mouvement, beaucoup d'éléments s'y retrouvent : essentiellement — que les problèmes se rapportent à la phase de début du mouvement, de la création du parti.

— que les conditions de lutte sont celles d'un pays absolutiste où la répression est intense.

Cette constatation a des implications sur notre conception de l'organisation ; je montrerai comment sur le plan politique ces implications doivent être prises en considération. Il est évident, néanmoins, que pour la phase actuelle il s'agit pour nous de créer justement les bases d'un parti révolutionnaire puisque les problèmes concernant la création d'un tel parti sont loin d'être résolus et pour certains d'être posés même.

2) Le deuxième principe dans l'organisation, c'est la nécessité d'une centralisation poussée qui implique une (décision) poussée du travail.

Il faut prendre le principe de centralisation avec tout ce qu'il implique et essentiellement une clandestinité rigoureuse (éliminant tout démocratisme) et une sélection aussi rigoureuse.

Considérant ces deux principes directeurs, nous pouvons dégager deux niveaux d'organisations :

a) au centre : une organisation forte, très centralisée, très clandestine et très réduite.

Ces trois qualités sont corollaires l'une de l'autre et constituent la seule façon efficace de doter une organisation révolutionnaire de la continuité nécessaire dans le travail, de la capacité de résistance à la police politique et de la garantie de développer la lutte dans des masses de plus en plus nombreuses.

Qu'on me permette cette longue citation de Lénine où sont soulignés avec force ces caractères nécessaires d'une organisation révolutionnaire :

« ... j'affirme :

1° qu'il ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire solide sans une organisation de dirigeants stables et qui assure la continuité du travail.

2° Que plus nombreuse est la masse entraînée spontanément dans la lutte, et plus impérieuse est la nécessité d'avoir une telle organisation, plus cette organisation doit être solide (sinon il sera facile aux démagogues d'entraîner les couches incultes de la masse).

3° Qu'une telle organisation doit se composer principalement d'hommes ayant pour profession l'activité révolutionnaire.

4° Que, dans un pays autocratique, plus nous restreindrons l'effectif de cette organisation au point de n'y accepter que des révolutionnaires de profession ayant fait l'apprentissage dans l'art d'affronter la police politique, plus il sera difficile de « repérer » une telle organisation et

5° D'autant plus nombreux seront les ouvriers et les éléments des autres classes sociales qui pourront participer au mouvement et y militer d'une façon active...

« Une organisation de masse est-elle possible dans le cadre d'un régime strictement clandestin ? Nous ne pourrions jamais donner à une organisation large de caractère clandestin sans lequel il ne saurait être question d'une lutte soutenue où la continuité serait assurée contre le gouvernement. La concentration de toutes les fonctions clandestines entre les mains du plus petit nombre possible de révolutionnaires professionnels ne signifie nullement que ces derniers « penseront pour tous »...»

La centralisation des fonctions clandestines de l'organisation ne signifie nullement la centralisation des fonctions du mouvement.

Loin de diminuer, la collaboration active de la masse la plus large à la littérature illégale **déculpera** lorsqu'une dizaine de révolutionnaires professionnels centraliseront entre leurs mains d'édition clandestine de cette littérature. Alors, et alors seulement, nous obtiendrons que la lecture des publications illégales, la collaboration à ces publications et même jusqu'à un certain point leur diffusion, **cesseront presque d'être clandestines** : la police aura bientôt compris l'absurdité et l'impossibilité de la filière judiciaire et administrative à propos de chaque exemplaire de publications répandues par milliers...

A ne considérer que sa **forme**, cette forte organisation révolutionnaire dans un pays autocratique peut être quali-

fiée de «-conspiratrice» car le secret lui est absolument nécessaire. Il lui est indispensable à un tel point que toutes les autres conditions (effectifs, choix des membres, leurs fonctions, etc.) doivent s'y accorder...

Le seul principe sérieux en matière d'organisation, pour les militants de notre mouvement doit être : secret rigoureux, choix rigoureux des membres, formation de révolutionnaires professionnels. » (« Que Faire » éd. sociales, Paris. éd. du Progrès, Moscou, pp. 170-171-172-186-193.)

Une sélection poussée des militants n'est pas seulement nécessaire pour assurer la qualité des dirigeants ; elle est en plus une mesure de sécurité puisque la police ne reculera pas devant le dessein de nous noyauter par des militants-flics et si nous ne savons pas (en plus de la nécessité de préciser rigoureusement les critères de recrutement) doter notre organisation d'une structure interne étanche, on ne pourra pas lutter efficacement contre d'éventuels agents provocateurs.

« Dans nombre de pays, dit Lénine, y compris les plus avancés, la bourgeoisie envoie certainement et enverra des provocateurs dans les Partis communistes.

L'une des moyens de combattre ce danger c'est de **combinaison** avec intelligence le travail légal et illégal. » (La maladie infantile du Communisme, éd. en langues étr. Moscou, p. 32.)

« Combiner avec intelligence le travail légal et illégal » c'est séparer ou agencer judicieusement le travail clandestin et le travail semi-légal, c'est avoir des structures internes telles que même un agent provocateur infiltré dans l'organisation ne pourra pas y causer de graves dégâts ou y paralyser tout le mouvement en repérant l'ensemble de l'organisation.

Quant au principe de centralisation, il suppose une direction aussi réduite que possible (il suffit de deux ou trois des meilleurs militants), très clandestine, donc pas élue, pas connue de tous, etc...

En même temps que des structures de base (cellules ou autres), très mobiles, très souples, très peu nombreuses, étanches au dehors et au dedans et stables.

Cela suppose, de même, une suppression des appareils lourds et compliqués — du moins pour la phase de début (qui risque de durer) — tels que Comité Central pléthorique, commissions, etc., cela suppose enfin une séparation des tâches de direction, de coordination et d'élaboration qui doivent être centralisées et qui nécessitent une compétence poussée des tâches techniques qui doivent au contraire être très divisées et qui ne nécessitent qu'une spécialisation sommaire. D'ailleurs, centralisation et spécialisation vont toujours de pair. « Le manque de spécialisation... est l'un des plus grands défauts de nos procédés techniques. Plus les diverses « opérations » de l'action seront petites et plus on pourra trouver de personnes capables de les exécuter (et tout à fait incapables dans la plupart des cas de devenir des révolutionnaires professionnels) ; plus il sera difficile à la police de « repérer » tous ces « militants spécialisés », plus il lui sera malaisé de monter avec le délit insignifiant d'un individu une « affaire » d'importance justifiant les fonds dépensés par l'Etat pour la « Sûreté »...»

Mais d'un autre côté, pour grouper toutes ces menues fractions en un tout et pour ne pas fragmenter, en même temps que les fonctions, le mouvement lui-même, pour inspirer à celui qui exécute de menues fractions la foi dans la nécessité et dans l'importance de son travail, foi sans laquelle il ne fera jamais rien, pour tout cela, il faut justement avoir une forte organisation de révolutionnaires éprouvés. Avec une telle organisation la foi en la force du parti s'affirmera et se répandra d'autant plus largement que cette organisation sera plus clandestine :... en un mot, la spécialisation implique nécessairement la centralisation ; elle l'exige absolument. » (« Que Faire » p. 176.)

La spécialisation et la centralisation du travail posent le problème des techniques elles-mêmes et des méthodes utilisées. Le dernier coup de filet a révélé l'inadaptation de nos techniques et leur lourdeur. Il nous faut donc les améliorer et adopter de nouveaux procédés (réunions, contacts, correspondances, distribution et confection de tracts, choix de techniques matérielles.

De même qu'il faut former spécialement à cette fin des militants qui s'y consacrent et qui soient totalement inconnus de la police (ne participant pas au travail d'agitation) pour garantir la séparation entre la clandestinité et le semi-légal (4).

Une initiation de tous les militants à la résistance à la police doit compléter ces mesures en permettant à tous les militants menacés de près ou de loin d'être pris de connaître les rouages de la police, les méthodes d'interrogatoires, de tortures (et la façon d'y résister) les questions d'ordre juridique (procédure judiciaire, procès, défense...) et le fonctionnement et l'organisation des prisons (une littérature spéciale doit y être consacrée).

Telles sont les conditions générales du fonctionnement d'une organisation centrale, que nous devons tous penser à mettre sur pied. Mais pour les conditions actuelles il peut paraître utopiste de penser à une telle organisation ; vu le manque de militants expérimentés et formés et le caractère limité de l'agitation de masse actuellement : certes, cette opinion a quelque base légitime, cependant nous sommes persuadés que le fait que la lutte ait été placée par l'adversaire lui-même à un niveau supérieur (par sa répression féroce et la diffusion qu'il a assurée à nos idées) fera germer spontanément de petits foyers dispersés (qui d'ailleurs ont toujours existé en dehors de nous) et qu'un travail, bien mené, d'encadrement et d'information fera apparaître un nombre suffisant de militants.

C'est pourquoi nous mettons l'accent (au-delà de la nécessité d'avoir une organisation centrale solide) sur un deuxième niveau d'organisation :

b) à la périphérie, ou plutôt à la base, nous devons favoriser l'élargissement du secteur d'agitation et de lutte. Ces petites formations peuvent avoir toute une gamme d'activités possibles : les cercles d'études (surtout à l'université) peuvent à partir de n'importe quel sujet de travail (études des œuvres d'hommes politiques et syndicalistes tunisiens, tels que Haddad, Mohamed Ali, par exemple), études historique, économique et sociale, etc.) procéder à un précieux travail théorique en même temps qu'à une propagation du marxisme et même à un travail d'agitation, tout en assurant la formation d'un minimum de militants. Différents comités d'agitation peuvent être créés dans différents milieux, soit pour l'action syndicale directe (ouvriers essentiellement, lycéens, étudiants) soit l'action démocratique en général (5).

Le principe fondamental en ce qui concerne ces formations est leur ouverture la plus large possible, c'est-à-dire que leur travail aura un caractère plus ou moins semi-légal et même légal pour certaines, le corollaire de ceci étant **obligatoirement** une autonomie organisationnelle et matérielle la plus totale possible vis-à-vis de l'organisation centrale clandestine. Cependant un **encadrement idéologique** et dans leur tactique doit être assurée par la présence individuelle de militants marxistes-léninistes au sein de ces formations et par une orientation idéologique dans les publications de l'organisation centrale. Ce contrôle, et d'une façon générale l'aide, que l'on peut assurer à ces formations est d'autant plus facile que l'organisation centrale est plus solide : « La centralisation des fonctions les plus conspiratives par l'organisation des révolutionnaires, loin d'affaiblir, enrichira et étendra l'action d'une foule d'autres organisations qui

(4) A remarquer que si une centralisation et surtout une simplification de ces techniques (d'impression, d'affichage, etc...) est nécessaire, cela n'exclut pas, bien au contraire, l'utilisation de techniques artisanales et locales qui doivent être judicieusement compléées.)

(5) Avec le développement de la répression de telles formations seront de plus en plus faciles à créer et de plus en plus ouvertes à toutes les classes. Plusieurs buts peuvent être assignés : protestation contre l'arbitraire, défense des détenus politiques, liberté d'expression, d'association, etc... telles que comités de défense, de solidarité internationale Vietnam, Palestine, etc...)

s'adressent au grand public et qui, pour cette raison, sont aussi peu réglementées et aussi peu conspiratives que possibles : associations professionnelles d'ouvriers, cercles ouvriers d'instruction et de lecture de publications illégales, cercles socialistes, et aussi cercles démocratiques pour **toutes** les autres couches de la population, etc., etc.

Ces cercles, associations professionnelles des ouvriers et organisations sont nécessaires partout ; il faut qu'ils soient **les plus nombreux** et que leurs fonctions soient les plus variées possibles ; mais il est absurde et nuisible de les **confondre** avec l'organisation des révolutionnaires, d'effacer la ligne de démarcation qui existe entre eux, d'éteindre dans la masse le sentiment déjà incroyablement amorti que pour **servir** un mouvement de masse, il faut des hommes qui se consacrent spécialement et entièrement à l'activité social-démocrate et qui, patiemment, opiniâtement, **fassent leur éducation** de révolutionnaires professionnels. » (« Que Faire » p. 172.)

En effet pour nous, l'intérêt de telles organisations est double ; d'une part elles permettent d'élargir le champ de lutte, donc d'amener des masses de plus en plus grandes à la lutte, ce qui facilitera notre travail puisqu'il rendra la répression beaucoup moins efficace qu'elle ne l'est actuellement ; d'autre part elles permettront de dégager les militants les plus compétents qui viendront consolider l'organisation centrale.

Et à la phase actuelle, il nous paraît possible de promouvoir de telles organisations surtout parmi la jeunesse où des centaines de jeunes s'éveillent au combat et ont soif de s'engager dans une activité révolutionnaire authentique.

CONCLUSION :

Avec les derniers événements, la lutte révolutionnaire en Tunisie s'est désormais engagée dans une étape supérieure où les révolutionnaires tunisiens ont à entamer le travail sérieux de préparation à l'action révolutionnaire de masse. La répression connaîtra un développement en ampleur et en qualité. C'est pourquoi la lutte sera difficile et chacun doit être conscient des sacrifices qu'elle nécessite.

Nous avons à considérer que l'adversaire développera son appareil et le développe déjà (exemple : l'établissement d'un fichier par la police politique, l'organisation d'un corps de police parallèle rattaché au P.S.D., l'embrigadement policier de l'université, l'adoption de la carte d'identité obligatoire, etc...) et que le processus de radicalisation est déjà engagé, l'escalade commence ; mais prévoir l'escalade, c'est déjà s'y préparer. Si l'adversaire se renforce notre lutte se trouve par la même élevée et la répression doit nous trouver nous aussi plus forts.

La phase de balbutiement doit être désormais close et nous devons entamer la nouvelle phase sur des bases plus solides. Armés de la théorie scientifique du marxisme-léninisme et décidés à asseoir notre travail sur une organisation saine, nous sommes sûrs de vaincre. Il nous suffit de voir ce que quelques militants décidés ont pu faire en quelque quatre années et le développement prodigieux qu'ils ont imprimés à la lutte révolutionnaire en si peu de temps ; il nous suffit aussi de voir l'affolement de l'adversaire qui s'isole de plus en plus, aussi bien à l'intérieur où il est maintenant apeuré par les moindres manifestations d'activité révolutionnaire, qu'à l'extérieur où les plus fervents admirateurs occidentaux de Bourguiba commencent à douter de la justesse de leur mise. Il nous suffit de voir cela pour que cette certitude en la victoire s'en trouve plus que renforcée.

EL LAYEM. B.

Vous pouvez vous procurer le texte intégral de cet article dans la brochure n° 4.

Lisez, diffusez, soutenez "Perspectives Tunisiennes" Organe du G.E.A.S.T.

Les mystificateurs se démasquent

La comédie est terminée. Belkhouja et ses acolytes sont libres. Il ne leur reste plus qu'à attendre que le pouvoir généreux leur accorde quelques-unes des sinécures qu'il garde pour ces occasions. Torjmane est déjà devenu P.D.G. Il est vrai que les arguments familiaux ont un poids particulier.

Que reste-t-il des analyses, des conclusions politiques qu'avaient tirées certains de cette affaire ? Et c'est, comme par hasard, au moment même de ces « libérations » que paraissait dans « Espoir » (1) un article qui se passe de commentaires, à tel point, qu'un erratum en forme de tract était diffusé quelques jours après. Et voilà l'opération M'saken rééditée. Une fois de plus, à la moindre comédie, on annonce solennellement que la lutte commence au sein du Destour entre la « droite réactionnaire » et la « gauche réformiste », que cette dernière a « repris l'initiative » (sic). Et conclusion naturelle, on offre ses services. Il est vrai que cette fois, on s'est montré plus prudent quant à la manifestation de Ouardanine. « Les choses sont plus complexes » dit l'éditorialiste d'« Espoir ». Entendez par là, les choses sont plus claires qu'à M'saken. Il est difficile de faire passer la manifestation pour un épisode de la lutte des grands propriétaires terriens contre la planification « progressiste ». On s'en tire par une pirouette. « Les réformistes et tous les destouriens soucieux des intérêts véritables de leur peuple et de leur pays doivent tirer des enseignements du complot de Belkhouja et des incidents de Ouardanine. » De quels intérêts véritables s'agit-il ? Intérêts de quelle classe ? Curieux pour des marxistes, n'est-ce pas ? Nous avions cru naïvement que, depuis Marx, on avait laissé à la dictature bourgeoise le soin de se faire passer pour le défenseur du peuple tout entier, pour masquer son exploitation ; et que le rôle des révolutionnaires était de démasquer partout et toujours cette duperie. Pour ce qui est des « destouriens soucieux », nous en avons vu beaucoup, mais soucieux surtout de se défendre contre le peuple et de renforcer leurs instruments de répression. Evidemment, ce même « Espoir » ne dit pas un mot des troupes de choc anti-populaires mises sur pied, ni de l'occupation des villages du Sahel par l'armée.

Il est, certes, question de « procès inique », les irrégularités sont dénoncées, le verdict qualifié de « comique » (sic). Le pouvoir a, paraît-il, « condamné des opinions non conformes aux siennes, et empêche... l'expression de tout avis qui ne souscrirait pas TOUT (souligné par nous) à sa politique ».

Parlez pour vous ! Certains condamnés ont peut-être souscrit à une partie seulement de la politique destourienne. Mais nos camarades ont été condamnés et souffrent aujourd'hui dans les geôles de Borj Roumi pour avoir entamé la lutte contre la dictature violente d'un pouvoir de classe ; et ce combat exige la dénonciation des mystificateurs qui, au sein du Destour et en dehors de lui, tentent de faire passer cette dictature pour une « politique de gauche ».

On nous oppose une analyse de classe qui se veut fine, nuancée et objective dans la grande tradition universitaire, comme si notre tâche était d'apporter une adhésion réservée aux uns, une opposition courtoise aux autres. Pour nous, il s'agit d'un combat difficile, dangereux qu'il faut mener par tous les moyens, par la lutte concrète et par la dénonciation idéologique des duperies de toutes sortes.

Nous n'ignorons certes pas que des contradictions existent au sein de l'équipe dirigeante. La lutte pour le pouvoir peut parfois prendre des formes très aiguës, mais, les faits l'ont montré à chaque occasion, dès que le peuple tente de s'exprimer, la Sainte Famille de ressoude. Et nos chers « réformistes de gauche » du gouvernement suivent

dans un silence religieux l'œuvre de leurs collègues de la « droite réactionnaire » et de leurs tortionnaires ; quitte à laisser entendre dans des conversations tout à fait intimes qu'ils n'approuvent évidemment pas. Ces petites manœuvres n'ont rien de bien intéressant, mais ce qui est grave pour nous, c'est que des organisations de gauche se fassent l'écho de ces mystifications.

Sans prétendre nous livrer dans cet article à une analyse exhaustive de l'ex-affaire Belkhouja et des manifestations de Ouardanine, certaines remarques s'imposent.

— Ce n'est pas la première fois qu'un directeur de la sûreté est sacrifié après une répression violente. Déjà Driss Guiga en 1963, M'bazaa en 1967 avaient fait les frais, peu élevés d'ailleurs, de ce genre d'opération. De quoi s'agit-il en fait ? Dans une répression politique violente, le pouvoir peut être amené à effrayer même ceux qui constituent sa clientèle politique habituelle. C'est ainsi que durant l'année dernière, une fraction des intellectuels et des cadres administratifs avait eu peur devant les tortures, enlèvements et procès préfabriqués. En dehors de ceux qui ont alors offert sans honte leurs services au pouvoir, la majorité a, au moins passivement, manifesté sa désapprobation. Il fallait donc, tout en maintenant le climat de menace et de peur, « détendre l'atmosphère » et sans prendre d'engagement ou de mesure précises marquer une apparence de distance entre le gouvernement et ses tortionnaires. D'où la dénonciation d'abus de pouvoir sans aucune précision, bien entendu.

— L'affaire Belkhouja prend aussi, probablement, sa place dans la lutte des divers clans pour le pouvoir ; mais comme d'habitude dans ces cas, on n'a fait apparaître que des comparses de second plan. On ne nous fera pas croire que Bannour ou Hassen Kacem se préparaient à la Présidence de la République. Et pour que la confusion soit totale, Bourguiba déclarait que Belkhouja faisait suivre, à la fois Ladgham et Ben Salah. Allez donc y reconnaître une droite et une gauche.

— Les manifestants de Ouardanine, et du Sahel en général, avaient certes des mobiles différents les uns des autres, mais les paysans ont appris par leur propre expérience et non par les discours, que le regroupement se traduit le plus souvent par une dépossession et une prolétarianisation. Cela ils l'ont vu dans toutes les coopératives de petit commerce qu'on avait mis sur pied. La forme même des manifestations montre qu'il s'agit d'une réaction analogue aux multiples explosions de colère que le gouvernement ne peut même plus cacher depuis deux ans.

— Devant une opposition de cette importance, le pouvoir utilise simultanément deux types de réaction : la matraque et la persuasion. Mais les choix sont clairs. Tous les dirigeants de Ladgham à Ben Salah se sont acharnés à convaincre les gros possédants que ces mesures ne visaient pas à porter atteinte à la propriété...

L'armée, quant à elle, s'est occupée de « persuader » les paysans pauvres.

La tâche des révolutionnaires tunisiens est urgente, elle ne souffre aucun retard, aucune hésitation : il faut construire l'organisation d'avant-garde qui permette au peuple de déjouer les manœuvres de ceux qui, utilisant alternativement la répression et la duperie, n'ont d'autre but que de consolider et de perpétuer leur domination. Certes, il faut utiliser les contradictions et les oppositions, mais en ayant présent à l'esprit que notre rôle est de démasquer les mystificateurs, et non les aider. Le fait de prendre au sérieux et de considérer comme positif en soi toute référence verbale au socialisme sert à donner bonne conscience aux cadres et intellectuels qui collaborent en fait avec les forces de répression.

Dans ce combat, il est évident qu'il n'est pas possible d'épargner, sous quelque motif que ce soit, ceux qui tentent d'introduire, au sein même de la gauche, les mensonges que nous dénonçons quand ils viennent du pouvoir. De même, nous n'hésiterons pas à combattre la démagogie de ceux qui masquent sous des phrases ronflantes sur la Révolution arabe leur abandon de la lutte en Tunisie. C'est à ce prix seul que nous accomplirons notre devoir.

A. FATNASSI.

(1) Journal révisionniste tunisien.

LE COMBAT CONTINUE

Il est des militants révolutionnaires qui adaptent leur combat et leur lutte aux conditions objectives et subjectives du lieu et du moment et on les voit adapter les formes de travail en conséquence ; ceci en ayant toujours présent à l'esprit l'objectif qu'ils s'étaient fixé suite à une analyse scientifique de la situation.

Mais il est d'autres qui se disent révolutionnaires, en fait ils ne le sont qu'en paroles puisque selon la tolérance ou l'agressivité de l'adversaire, ils se contentent de dénoncer — par des écrits — le pouvoir ou s'en abstiennent.

Ainsi, par exemple, dans cette phase de reflux du mouvement révolutionnaire en Tunisie, il y a ceux qui ont été le plus touchés par la répression et, malgré les conditions difficiles dans lesquelles ils se trouvent, découvrent des formes nouvelles de lutte pour continuer le combat. Ce combat pour lequel ils ont été réprimés, à savoir celui de la révolution socialiste et de l'émancipation de leur société. Aussi ont-ils lancé et appliqué dans les faits une grève de la faim, grève qui s'est avérée payante, comme le montre l'article publié dans le présent numéro. Cette lutte menée par nos camarades visait la dénonciation du pouvoir sur les méthodes barbares — le mot est faible — qu'il utilise pour éliminer ses adversaires, méthodes qu'il ne cesse d'appliquer depuis le premier jour de son existence mais inconnues tant par l'opinion nationale qu'internationale, et en tout cas non dénoncées par personne, y compris les révisionnistes tunisiens qui osent se dénommer défenseurs de la classe ouvrière et de la paysannerie. Pourtant, « en théorie », ils ont pour tâche l'émancipation de la société tunisienne toute entière.

Bien plus, aujourd'hui, quand il s'est trouvé certains militants révolutionnaires qui refusent de ne l'être qu'en paroles, ces soi-disants défenseurs de la révolution apparaissent sous leur vrai visage : valets et collaborateurs de la bourgeoisie ; valets de la bourgeoisie par leur silence d'abord quant à la répression que n'ont cessé de subir différentes couches sociales de notre pays, se contentant de souligner au nom du soutien critique les aspects positifs et les réalisations progressistes du pouvoir, et collaborateurs de la bourgeoisie en sabotant au nom d'un soi-disant passage pacifique au socialisme toute forme de lutte qui veut concrétiser la théorie révolutionnaire par une action révolutionnaire. C'est ainsi que les révisionnistes ont saboté la manifestation du 16 mars 1968 à Tunis, la grève de la faim du mois d'octobre 1968 et quand certains révolutionnaires à Paris demandent qu'une lutte conséquente en vue d'obtenir la libération des détenus politiques en Tunisie soit menée, proposant de concrétiser ainsi la lutte pour la démocratie par des actions précises, ils se contentent de parler de soutien aux détenus politiques sans plus, et encore ce soutien n'a été proclamé qu'après la libération de Ben Mustapha. Non, messieurs les révisionnistes, un vrai révolutionnaire sait très bien que rien ne s'obtient sans la lutte et que se contenter de réclamer la démocratie dans « Espoir » depuis des années, vous l'avez vu vous-mêmes, n'a rien donné. Notre devoir de révolutionnaires, quant à nous, nous dicte de mener résolument cette lutte par tous les moyens dont nous disposons. Cette lutte doit être menée contre le pouvoir mais aussi contre ses valets, et c'est pour renforcer cette lutte que nous dénonçons tous les traîtres politiques qui, pour obtenir leur réhabilitation, sont prêts à toutes les capitulations.

Barbares traitements de nos camarades à Bordj-Er-Roumi

A la faveur de la vague répressive de mars 68 et du scandaleux procès de septembre à Tunis, le hideux visage de la répression s'est révélé sous son jour le plus sombre. D'un seul coup, tous les masques sont tombés à terre. Et le plus scandaleux encore c'est que ce qui s'est révélé aujourd'hui ait pu rester ignoré de tous jusqu'à maintenant. Le pouvoir de la bourgeoisie réactionnaire a réussi non seulement à cacher ses établissements de terreur, mais encore à mystifier tous les secteurs de l'opinion nationale et internationale, y compris ceux de ce qu'on appelle la gauche. « Non, cela ne peut pas exister en Tunisie », disaient les uns ; « Bourguiba n'est pas de la trempe des dictateurs », surenchérisaient les autres. Et pourtant, ça existe et ça a existé, et c'est le même Bourguiba qui a toujours supervisé.

Dans le but de déciller les yeux des plus crédules et de révéler le véritable aspect du régime en Tunisie, nous

avons déjà rapporté à nos lecteurs (1) les différents aspects de la répression pendant les événements de mars. nous avons décrit les sévices des tortionnaires de la gauche tunisienne lors de l'instruction du procès de septembre, nous révélerons de même, dans un prochain numéro la triste réalité des camps de concentration et des camps de travail rééducatif de Saouaf et de Lehouareb, véritables camps de travaux forcés (2). Nous parlerons dans nos prochains

(1) Voir « Perspectives Tunisiennes », n° 18

(2) Il s'agit de camps dits de rééducation dans lesquels on envoie plusieurs sortes de personnes outre celles condamnées à des corvées. C'est ainsi qu'on y trouve des condamnés mineurs, délinquants juvéniles sur simple décision d'une dénommée « Commission administrative ». Le camp d'El Honareb a été créé par le sanguinaire Chechia. Les traitements qu'y subissent les personnes condamnées sont inhumains. Elles sont en fait livrées à de sanglantes tortionnaires à l'abri de toute poursuite judiciaire. En effet on y a enregistré des cas de mort dont personne n'a entendu parlé.

numéros du régime des prisons et du traitement que la police de l'intérieur réserve aux condamnés de droit commun qui sont considérés comme des êtres inférieurs.

Nous voulons rapporter, dans cet article, après le simulacre de procès de septembre, le traitement réservé à nos camarades et aux autres condamnés politiques, et qui est encore plus significatif du véritable visage du pouvoir réactionnaire tunisien.

Déjà, pendant l'instruction et jusqu'au procès, le statut de détenu politique leur a été refusé malgré leurs protestations écrites, et la grève de la faim des trois jours qu'ils ont observée les 18, 19 et 20 juin 1968. Ils ont été maintenus sous le régime d'un statut provisoire jusqu'à la veille du procès, date à laquelle le droit de visite leur a été annulé en même temps que dix-huit d'entre eux ont été isolés dans des cellules. Cela annonçait que le pouvoir préparait les condamnés au régime sévère qu'il comptait leur faire subir. En effet, dès le lundi 23 septembre, avant même que le délai du pourvoi en cassation n'ait expiré, et malgré la pétition que tous les condamnés ont adressé à la direction du service pénitentiaire en date du 23 septembre pour réclamer le statut politique, le pouvoir décida de transférer la majorité des condamnés (34 sur les 51 restants) au bagne de Bizerte réservé aux travaux forcés, communément appelé bagne de Bordj Er-Roumi. Les 34 camarades ont été répartis au départ de Tunis en deux groupes, la division étant basée sur la lourdeur de la peine. Ainsi les huit camarades les plus lourdement condamnés furent isolés des 26 autres ; il s'agit de : Tahar Belhassine, Rached Bellalouna, Nouredine Ben Kheder, Ahmed ben Othman, Abdelaziz Krichen, Mohamed ben Mahfoudh, Gilbert Naccache, Brahim Razgallah.

Dès l'arrivée au bagne, et sans aucun prétexte, les gardiens, directeur en tête, accueillirent les camarades par des injures, cris, gifles et coups. La « prise en main » se caractérise par la volonté d'humilier le plus possible les détenus : tondaison des cheveux, uniformes de bagnards, insultes et coups sans motif... La morgue, la brutalité bestiale, le cynisme des gardiens trouvèrent l'occasion de s'employer pendant toute la soirée du lundi 23 septembre. Les camarades furent astreints à demeurer debout face au mur, alors que leurs tortionnaires les cognaient par derrière en leur intimant l'ordre de baisser la tête. Le régime de terreur devait continuer par la suite ; moins brutal, mais toujours aussi soucieux de rabaisser les détenus : hurlements à n'importe quel propos, obligation de saluer militairement les gardiens, marches en file indienne à peine un quart d'heure le matin et l'après-midi et évidemment régime alimentaire de bagne : à base de féculents avariés, mal cuits et en quantité nettement insuffisante et d'un indigeste pain noir, un minuscule morceau de déchets de viande une fois tous les quatre jours comme seule ressource de protéines animales. C'est là un régime manifestement calculé pour arriver à bout de leur résistance en les affamant, et ceci est d'autant plus manifeste que, à l'exception de tous les internés du bagne, ils n'avaient pas droit d'accès à la cantine, ni de supplément de nourriture de la part de leur famille.

Si cela est déjà suffisant pour montrer de quelle manière indigne le gouvernement tunisien traite ses adversaires politiques, il demeure que ce n'est là qu'une pratique, la plus rose, de la sinistre réalité. En effet, alors que le groupe des 26 était incarcéré dans une chambrée de surface réduite — pour subir toujours le même traitement — les huit autres ont été jetés dans une grotte souterraine, taillée à même le roc, située à une vingtaine de mètres sous le sol, au bout d'un tunnel de jour ne pouvait arriver à la caverne, où l'humidité était telle que l'eau suintait à même les parois de la roche. Les paillasses de jute, jetées à même le sol, et les couvertures étaient constamment trempées : les livres qu'ils ont été autorisés à garder avaient pratiquement doublé de volume et de poids. Nous avons dit les livres car, à part un peu de linge

de corps, c'est la seule chose que nos camarades ont pu descendre avec eux dans l'enfer de cette grotte malsaine et mal éclairée. Il est important de souligner que parmi les huit, trois sont des détenus dont l'administration pénitentiaire connaît l'état de santé défectueux : un cardiaque (Mohamed ben Mahfoudh), un ancien tuberculeux, opéré pulmonaire (N. ben Kheder) et un asthmatique (A. ben Othman).

Tous les huit étaient privés de toutes les conditions d'hygiène (le savon même leur a été enlevé) et ne disposaient pour leurs besoins que de quatre pots de chambre sans couvercle et de l'eau d'un petit bassin — découvert lui aussi — qui servait à boire comme à se laver. A côté de chaque paillasse était planté au sol un anneau de fer servant à enchaîner les détenus.

Nos camarades étaient constamment soumis à toutes les vexations possibles de la part des gardiens usant de menaces et de cris pour se « faire respecter ». Bien entendu, dans ces buts, les cigarettes elles-mêmes avaient été confisquées et les rares montées qu'ils faisaient de la grotte à l'air libre à partir du troisième jour ne dépassaient pas dix minutes par jour, juste le temps nécessaire pour accomplir les corvées du jour.

Toutes ces conditions de détention barbare n'avaient qu'un seul but : intimider et détruire à petit feu la personne physique et morale de nos camarades. Le directeur du bagne, fasciste nostalgique de son passé de collaborateur colonialiste, a tenu à le leur signaler : « Ici, à Bordj Er-Roumi, c'est un régime spécial, vous avez vu ce qui vous attend : je tiens à vous dire que j'ai pire et que j'ai carte blanche quant à votre sort ! ».

Le huitième jour, les huit camarades ont été provisoirement (!) remontés dans une chambrée de surface tout en continuant à subir un régime inadmissible et à être traités avec encore plus de sévérité que les détenus de droit commun.

Ceci nous indique comment le régime réactionnaire tunisien, qui se targue avec toute l'impudence de compter parmi les forces « démocratiques », traite ses adversaires, alors même que l'opinion internationale est mobilisée à leur sujet. Que dire quand ce n'est pas le cas ! On sait que les comploteurs de 1962, par exemple, sont restés dans les cavernes du bagne de Porto Farina, couchant à même le sol, enchaînés au fer et sans aucun contact avec leur famille jusqu'en 1966, date à laquelle ils ont été eux aussi transférés dans une caverne de Bordj Er-Roumi. Là, pendant plus d'un an, ils ont été maintenus dans les fers et soumis systématiquement au régime de la cravache. Ce n'est que depuis un an qu'ils sont moins sauvagement traités et ne sont plus enchaînés, leurs corps ne pouvant plus supporter, mais ils restent privés de lumière et d'air libre et sans contact avec leur famille. Voilà le visage du régime lorsqu'il est à l'abri de l'opinion publique. Voilà comment, en plein vingtième siècle, des pratiques barbares dignes du moyen-âge sont exercées à l'encontre des adversaires politiques du régime de Bourguiba.

Devant cette situation révoltante et ce risque permanent qui menace la vie même de nos camarades, il est du devoir de chacun de dénoncer cette répression honteuse. Lutter pour la démocratie ne signifie pas réclamer abstraitement de plus larges libertés et encore moins de tendre cette démocratie à ceux-là même qui montrent toujours plus ouvertement combien ils la méprisent, mais au contraire c'est dénoncer concrètement ce qu'est ce régime et comment il réprime les démocrates et les révolutionnaires tunisiens. Nous saisissons cette occasion pour appeler tous ceux qui ont souffert directement ou indirectement de la répression barbare, de la réaction obscurantiste en Tunisie, et tous ceux qui ont en leur possession des informations ou des documents s'y rapportant, à nous faire parvenir leurs témoignages, à assurer une divulgation aussi large que possible de telles révélations et à organiser

autour d'elles une agitation systématique par tracts ou par tout autre moyen. Il est grand temps de faire connaître la vérité amère et la taire peut être criminel car le silence n'a que trop duré. De même, nous lançons un appel à l'opinion nationale et internationale pour se mobiliser autour de la défense des militants démocrates et révolutionnaires tunisiens et particulièrement aux organisations

internationales de défense des droits de l'homme et à la Croix-Rouge internationale, pour qu'elles ouvrent une enquête sur les prisonniers politiques et sur les prisons de Tunisie en général, où des pratiques médiévales continuent de sévir

HAMDI Y.

Grève de la faim de nos camarades au bagne de Bordj-Er-Roumi du 15 au 21 octobre 1968

Nous avons décrit dans l'article précédent les traitements barbares infligés à nos camarades depuis leur incarcération au bagne de Bordj Er-Roumi, particulièrement aux huit qui ont les condamnations les plus lourdes. Bien que tirés de la grotte sinistre où ils avaient été enterrés pendant huit jours et ramenés dans une chambrée de surface réduite, ils continuaient à subir des conditions de détention intolérables : nourriture nettement insuffisante, autant en qualité qu'en quantité, privation de cantine et de provision de leur famille qui auraient pu compenser la carence de la nourriture du bagne, privation de visites et de courrier, insolence et hargne de la part des gardiens, menaces et insultes de la part du directeur qui ne cachait pas sa volonté de mater ces « fortes têtes », par un traitement approprié.

Devant la prolongation d'un état de choses aussi intolérable, devant ce déni des droits les plus élémentaires dont jouissent normalement tous les détenus, même ceux de droit commun qui pourtant ne sont pas gâtés, nos camarades n'ont pas eu d'autre alternative que d'engager la lutte pour obtenir satisfaction. Ils devaient d'autant plus le faire que, prisonniers politiques, ils en avaient revendiqués auparavant le statut.

Dès le 18 juin 1968, après trois mois de détention préventive passés dans l'isolement complet de la prison civile de Tunis, nos camarades avaient déjà fait une grève de la faim de trois jours pour obtenir ce statut. Ils obtinrent une normalisation de leurs conditions de détention (en particulier visites et fin du régime cellulaire), mais pas le statut politique qu'ils demandaient. C'est pourquoi, le 21 septembre, cinq jours après le verdict et alors qu'ils étaient encore à la prison civile de Tunis, ils adressèrent à l'administration pénitentiaire une pétition exposant l'ensemble de leurs revendications constituant le contenu du statut demandé, et qui se résumait dans :

- La liberté de se procurer livres, périodiques, journaux, ainsi que les documents nécessaires à la poursuite de leurs études ou de leurs travaux !
- Une nourriture correcte et la possibilité de s'en faire apporter par les familles aussi souvent que nécessaire ;
- Des conditions matérielles et sanitaires correctes (lits, tables, chauffage, visites médicales régulières) ;
- La liberté des visites et de la correspondance.

On sait de quelle manière l'administration a répondu à ces revendications : deux jours plus tard, le 23 septembre, 34 des 52 condamnés étaient transférés au bagne de Bordj Er-Roumi, où leurs conditions de détention empiraient brutalement de la manière déjà décrite, les mettaient dans l'obligation de mettre à exécution le plan de lutte dont les

modalités avaient été mises au point à Tunis et **approuvées à l'unanimité par les 52 détenus**. Ce plan prévoyait notamment, en cas de non-satisfaction des revendications essentielles exposées dans la pétition du 21 septembre, une grève de la faim à partir du 15 octobre. Une telle action prévue pour appuyer la demande de statut politique devenait encore plus nécessaire, du fait que les détenus se voyaient traités encore pire que des droits communs et se voyaient dénier tout droit. Tel ne fut pas cependant l'avis de certains détenus. Alors que les huit, conformément au plan prévu, engageaient l'action le 14-10-68 en envoyant une lettre au directeur des Services pénitentiaires, où ils réitéraient les revendications antérieures, protestaient contre la privation des droits les plus élémentaires et contre les mauvais traitements dont ils étaient l'objet et annonçaient leur intention de commencer une grève de la faim le lendemain 15 octobre jusqu'à satisfaction de leurs revendications, certains détenus de la chambrée des 26, au contraire, adoptaient une attitude qui contredisait complètement leurs engagements antérieurs ; le moment venu d'exécuter le plan de lutte, ils firent marche arrière, alléguant la répression qui ne manquerait pas de s'abattre sur les grévistes. Renoncer à lutter pour ne pas s'exposer à la répression, c'est, débarrassé des beaux arguments dont ils l'enrobent, l'essentiel de la position de ces capitulards. Rien d'étonnant à cela d'ailleurs : ces capitulards ne sont autres que les révisionnistes du P.C.T. et les traîtres et opportunistes du groupe qui ont essayé de concert de freiner la lutte à l'Université en mars dernier, qui ont en particulier saboté la manifestation prévue le 16 mars (1) et ont tout fait pour garder le mouvement dans le cadre étudiant, de l'empêcher à la fois de rejoindre les masses et de déborder l'organisation syndicale officielle ; ce sont les mêmes — Charfi et Chamari — qui ont renié ouvertement le Groupe devant la Cour de Sûreté de l'Etat en parant leur trahison d'une défroque théorique qui n'a trompé personne et le pouvoir moins que quiconque. Le pouvoir a d'ailleurs récompensé ces capitulards — révisionnistes, opportunistes et traîtres du Groupe — par des peines relativement légères et a commencé à gracier certains d'entre eux une semaine à peine après leur condamnation. Les autres, calculant que leur tour ne tarderait pas à venir — certains n'attendaient-ils pas leur grâce pour le 15 octobre, date prévue pour le déclenchement de la grève ? — achevaient une évolution depuis longtemps commencée vers des positions ouvertement capitulardes, positions que les piteux arguments de tactique ne pouvaient plus dissimuler. Révisionnistes (Ben Mostpha, Salah Zghidi) et opportunistes du Groupe (Chamari et Charfi) se livrèrent dans leur chambrée à un intense travail de démobilisation. Ils usèrent de l'intimidation : « Gare à la répression, au tabassage, à la grotte ! », de la sophistique : « D'autant plus parce que les

(1) Cf. « Perspectives », n° 18.

circonstances ont changées », parce que « maintenant, nous n'avons plus de contacts avec l'extérieur et que nous sommes séparés les uns des autres » (alors que le plan d'action avait été justement prévu pour ces circonstances-là, c'est-à-dire pour une situation où les détenus seraient sans contact entre eux et avec l'extérieur. N'est-ce pas l'unique raison pour laquelle les détenus s'étaient mis d'accord un mois à l'avance sur un plan que chacun pouvait appliquer où qu'il soit et que ce plan avait été communiqué à l'extérieur en prévision justement de l'interruption des contacts ?). Ils usèrent enfin de mensonges : certains (Chamari et Zghidi S. notamment) inventèrent la fable que le plan ne devait être exécuté qu'après échange de feu vert avec l'extérieur. Outre que c'est là un mensonge éhonté et que rien de tel n'avait jamais été décidé par les détenus (mais peut-être ces deux messieurs croyaient-ils pouvoir en décider ainsi à l'insu des autres), outre donc ce mensonge éhonté, on se demande en tout état de cause de quel « extérieur » parlent-ils et s'ils croient que les détenus attendent leurs ordres d'un nébuleux extérieur quelconque.

Par leurs mensonges, leurs arguments démobilisateurs et par l'exemple de leur propre couardise, ces capitulards ont secondé efficacement les autorités pénitentiaires dans leur action d'intimidation et de mise au pas des détenus. Ils ont entraîné derrière eux la majorité de leur chambrée composée en grande partie d'éléments jeunes, inexpérimentés ou influencés par le révisionnisme. Sept camarades seulement sur les 26 détenus que compte la chambrée entamèrent, le jour venu, l'action prévue en présentant au directeur une lettre reprenant les revendications antérieures et annonçant leur intention de faire grève.

La grève décidée un mois auparavant à l'unanimité démarrait donc dans des conditions difficiles du fait de la défection des éléments jaunes ou entraînés par les jaunes. Finalement la maladie d'un camarade et la défection d'un autre devant l'intimidation de l'administration qui n'avait plus qu'à parachever le travail fait par les démobilisateurs réduisirent le nombre des grévistes à 13 sur un total de 34 détenus. L'absence de front uni de tous les détenus face à l'administration influa considérablement sur l'attitude de celle-ci vis-à-vis des grévistes, sur le déroulement de la grève et sur ses résultats.

Tout d'abord, cela encouragea incontestablement la répression dans la mesure où la défection de la majorité laissait l'administration en face à une minorité et lui fit probablement croire qu'une répression rigoureuse viendrait à bout de cette minorité. Elle cherche pour cela à profiter de la faille qui existait et à l'élargir pour isoler les plus décidés en poursuivant l'œuvre d'intimidation que l'action des capitulards avait commencée. Elle fit pression sur le maillon le plus faible, c'est-à-dire les sept grévistes de la chambrée des 26 qui, parce que isolés au milieu des jaunes, étaient plus vulnérables. Le mercredi 16 deuxième jour de la grève, ils étaient mis au cachot puis, sur leur refus d'interrompre la grève, sauvagement tabassés par les gardiens avec la participation active du directeur lui-même. Ce traitement ne réussit pas à venir à bout de leur détermination. Un seul flancha ; un second étant malade, cinq poursuivirent la grève. Les huit de la seconde chambrée furent encore plus durement réprimés. Le mardi 15, premier jour de la grève, on leur enleva tous leurs livres et toutes leurs affaires personnelles, ne leur laissant que les affaires de la prison, et on leur annonça qu'ils allaient être isolés. Le lendemain 16, on leur fit reprendre le chemin de la sinistre grotte où ils avaient déjà séjourné à leur arrivée à Bordj Er-Roumi. Là, le directeur vint tenter de les intimider par un discours où abondaient les insultes et les menaces : « Ah, vous continuez à faire de l'agitation, même en prison ! Vous réclamez un statut politique, vous devriez plutôt songer à renoncer à la politique et à demander votre grâce ! Vous crèverez s'il le faut, mais vous n'obtiendrez rien. S'il le faut, j'utiliserai avec vous la manière forte. Je lâcherai sur vous les gardiens qui ne demandent que cela. » Pour donner plus de force à ces menaces, il isola

l'un d'eux dans une grotte individuelle, puis, ce traitement n'ayant rien donné, ils furent ramenés en surface, cognés pendant ce transfert et mis dans des cachots individuels où on leur enleva chaussures et chaussettes, natte, paillasson et couvertures, les laissant s'asseoir ou se coucher à même le sol.

Le soir, on leur rendait une natte et une couverture sur les trois dont ils disposaient d'habitude et on les leur enlevait le matin. La deuxième nuit de cachot, on leur enleva tout, les faisant dormir à même le sol cimenté, alors que parmi eux se trouvaient au moins trois malades : un ancien tuberculeux opéré des poumons, un asthmatique et un cardiaque. Pendant ce temps, quatre de ces grévistes de l'autre chambrée étaient soumis au même traitement après avoir été isolés des jaunes.

La manière dont ces jaunes réagirent à ce traitement dont étaient victimes les grévistes montre combien les éléments capitulards les plus marquants étaient tombés bas. Certains des éléments les plus jeunes et les moins touchés par l'esprit de capitulation ayant proposé une grève de solidarité (de solidarité ! comme si la cause pour laquelle luttaient les grévistes n'était pas celle de tous les détenus !), les chefs capitulards — révisionnistes et traîtres du Groupe — s'y opposèrent en disant que : « Les grévistes supporteraient les conséquences de leur action et qu'ils ne voyaient pas pourquoi ils seraient solidaires d'eux » (Ben Mustapha) ; ou autre révisionniste (S. Zghidi) renchérit : « Si les comploteurs yousséfistes faisaient une grève, nous croirions-nous obligés de nous solidariser avec eux ? Pourquoi le ferions-nous avec les 13, même si la comparaison avec les yousséfistes n'est pas tout-à-fait juste ? » « Quant à moi, je considère qu'elle l'est, affirme Chamari, qui ajouta : Ce sont des fascistes de gauche ». Tel est la haine de ces traîtres contre ceux dont la seule présence et les lourdes condamnations lui rappelaient sa trahison devant la Cour de Sécurité, trahison à laquelle il dut la clémence du pouvoir. Comme les grévistes dans leur cachot avaient l'habitude de railler les jaunes et de leur faire honte de leur couardise lorsque ceux-ci passaient devant eux pendant leur promenade quotidienne, Charfi affirme : « Je ne me solidariserai pas avec ceux qui m'insultent ». Attendons de voir comment l'administration réagira à cette grève, conseilla un autre avec une naïve franchise, et nous verrons s'il faut faire une grève ou non. » Ils donnaient ainsi le fond de la pensée de tous les capitulards : ne lutter que quand il n'y a pas de répression à craindre, faire les grandes gueules, jouer aux « Zaïmes » lorsqu'on ne risque rien, mais se dégonfler, capituler avant même de se battre, lorsque l'ennemi montre les dents. La peur des coups et l'espoir du rachat, toute la sagesse des renégats et des capitulards est là. Elle se retrouve avec une remarquable constance, même si elle est affublée d'oripeaux « théoriques » ou « tactiques » divers, dans toutes leurs prises de position. Elle est apparue avec éclat dans cette grève.

La grève de « solidarité » fut repoussée par douze voix contre sept. Les treize grévistes n'en poursuivirent pas moins leur grève, et leur détermination, leur combativité, commencèrent à donner des résultats malgré leur isolement, malgré la répression, malgré la défection et l'attitude passive des jaunes. L'attitude des représentants de l'administration commença à changer. Les menaces, les insultes s'étant avérées inopérantes, le ton baissa. On ne brandissait plus les foyers de l'administration sur les prisonniers qu'on était résolu à écraser. L'audace d'une poignée de détenus indigna, exaspéra, mit en fureur, un directeur et des gardiens habitués à ne rencontrer que servilité et peur de la plupart des prisonniers, puis finalement força leur respect et leur fit comprendre qu'ils se trouvaient en face d'adversaires déterminés. Cela poussa l'administration à abandonner la répression pour la négociation. Elle s'enquit des revendications des grévistes et particulièrement de celles qu'ils tenaient pour essentielles. Il était évident qu'elle voulait transiger sans avoir à perdre la face. On imagine ce qu'aurait été les résultats de la grève si elle

avait été unanime. Dans les conditions où elle s'était déroulée, la réaction ne pouvait être que partielle et incomplète. D'épreuve de force ne s'arrêtant que devant des résultats immédiats, elle devait se transformer en une action limitée dont le but était d'obtenir une promesse de satisfaction même non complète et non immédiate des revendications essentielles (amélioration de la nourriture, cantine, visite, couffins et correspondance). Les grévistes firent savoir à l'administration qu'ils limitaient à cela leurs revendications immédiates. Il devint évident que les nouveaux buts fixés étaient atteints lorsqu'au septième jour le directeur, avec l'assistance d'un fonctionnaire de la prison civile de Tunis envoyé manifestement par l'administration pénitentiaire, discuta une nouvelle fois avec les grévistes. Ceux-ci s'entendirent dire que le directeur appuyerait leurs revendications et les leur obtiendrait. Jugeant que leur action avait atteint le nouveau but limité qu'elle ne pouvait dépasser vu leur petit nombre et leur isolement (ce nouveau but n'étant plus de forcer la décision mais de faire pression dans ce sens), les grévistes décidèrent d'interrompre la grève le lendemain 21 octobre, après une semaine de grève. Ils en informèrent l'administration le lendemain en précisant que :

1. Ils arrêtaient la grève comme réponse à la promesse qui leur avait été faite de satisfaire leurs revendications essentielles dans un proche avenir.

2. Que ce faisant ils ne renonçaient à aucun des droits revendiqués, y compris le statut politique qu'ils se proposaient de soulever de nouveau plus tard.

3. Qu'au cas où les satisfactions promises n'arriveraient pas à bout d'un délai raisonnable, ils reprendraient la lutte, si nécessaire avec les mêmes méthodes.

Conclusion : les principales leçons de cette grève est que la détermination et la combattivité ont toujours raison de la répression. Celle-ci ne devient opérante que quand elle trouve des adversaires timorés, paniquards, qui sont prêts à capituler avant de combattre. La lutte paie toujours : il s'agit pour vaincre d'oser lutter. Cette grève, menée pourtant par un si petit nombre, dans des conditions si difficiles, le montre bien :

Tout d'abord, elle a changé complètement l'attitude de l'administration envers les détenus. La morgue, l'insolence ont disparu. Il n'est plus question de mater les détenus comme elle en avait ouvertement l'intention avant la grève. Manifestement l'administration se rend compte qu'elle se trouve en face de gens déterminés à ne pas s'incliner devant l'arbitraire, des gens avec qui elle doit

compter. De ce point de vue, la grève, en modifiant le rapport des forces en faveur des détenus, accroît les chances de succès des luttes futures.

Cette grève démontre ensuite une fois de plus que chaque fois qu'il s'agit de lutter, apparaît la différence entre les révolutionnaires en acte qui osent lutter et les révolutionnaires en paroles qui capitulent avant même que la bataille ne soit engagée par crainte de la répression, dont la combattivité est en raison inverse de cette répression. Une fois de plus, ce sont les militants du Groupe qui ont choisi la lutte et les révisionnistes et les traîtres au Groupe qui ont choisi la capitulation. Comme à propos de la lutte pour la libération de Ben Jennet et une fois encore les militants du G.E.A.S.T. viennent de donner par cette grève une leçon sur ce qui est une lutte démocratique concrète aux révisionnistes qui bèlent depuis des années pour la démocratie et aux traîtres du groupe qui leur emboîtent aujourd'hui le pas sur ce sujet. Même la démocratie, messieurs les « démocrates », ne s'obtient que par la lutte et non par la capitulation et les suppliques au pouvoir !

La lutte des militants du Groupe détenus à Bordj Er-Roumi pour l'obtention du statut de prisonniers politiques intéresse aussi bien tous les démocrates que tous les révolutionnaires. Elle intéresse aussi bien l'avenir que le présent car ce que nos camarades arrachent aujourd'hui par leur lutte restera un acquis pour ceux qui les rejoindront ou viendront après eux. Dans ce sens leur lutte est véritablement historique. C'est pourquoi tous les révolutionnaires et tous les démocrates doivent les soutenir dans cette lutte, doivent appuyer leurs combats à l'intérieur du bagne — et il y en aura d'autres peut-être plus rudes que le dernier — par leur action à l'extérieur. Ils peuvent le faire en constituant des Comités de Soutien aux prisonniers politiques de Bordj Er-Roumi qui feront connaître leur cause à l'opinion nationale et internationale, en menant l'agitation la plus large possible (par des pétitions, des lettres aux journaux, des meetings, etc.) pour demander leur libération en attendant, l'octroi du statut politique, en soutenant enfin leur future action revendicative par des grèves de soutien : grève des cours à l'Université et dans les lycées, grève de la faim à l'intérieur des restaurants universitaires. Nous demandons à tous les démocrates et à tous les révolutionnaires de se tenir prêts à le faire d'autant que la bataille n'est pas encore gagnée, que les acquis sont fragiles et que la répression peut de nouveau s'abattre sur les détenus à l'occasion de leurs prochaines luttes

S. ADEL.

Abonnement soutien
à "PERSPECTIVES"

Pour 10 publications : 3 D (30 F) - 5 D (50 F) - 10 D (100 F)

Faites un acte militant :

Ne détruisez pas ce journal, passez-le à un ami

Lettre du bagné de Bordj Er-Roumi

Pénitencier de Bordj Er-Roumi, le 14 octobre 1968
sous couvert de M. le Directeur du Pénitenciaire
A M. le Directeur des Services Pénitentiaires

Monsieur le Directeur,

J'ai déjà eu l'honneur de vous adresser avec l'ensemble de mes camarades une lettre datée du 21 septembre pour vous demander le droit de bénéficier du statut politique conformément à la nature politique de l'affaire dans laquelle avons été condamnés. Nous avons cité comme principales revendications :

1° la possibilité de recevoir toutes les publications autorisées dans le pays, à savoir les journaux, les revues et les livres ainsi que celle de disposer de poste de radio et de bénéficier de conditions nécessaires à la poursuite de nos études et travaux intellectuels (table, chaise, documents de travail, éclairage adéquat...);

2° l'amélioration de la nourriture dont la qualité s'est détériorée depuis quelques mois; à ce propos nous avons demandé à ce que nos familles puissent continuer à nous fournir un complément de nourriture ainsi que les effets nécessaires comme dans le passé et aussi souvent qu'elles le peuvent;

3° l'augmentation du nombre de visites, la prolongation de leur durée, la non-limitation aux parents directs et à une seule personne par visite, la possibilité de communiquer sans censure ainsi que la correspondance sans limitation du nombre de lettres ni de la fréquence de leur envoi;

4° la possibilité de bénéficier de conditions matérielles correctes dont notre privation de liberté n'implique pas la négation (lits, étagères, appareils de chauffage, réchauds, etc...) ainsi que la garantie de la prévention médicale, à savoir une visite médicale bi-mensuelle.

Telles restent écrites, Monsieur le Directeur, les revendications auxquelles je n'ai pas encore reçu aucune réponse et qui n'ont pas été satisfaites jusqu'à présent. Au con-

traire mes conditions de détention se sont dégradées d'une manière effrayante depuis mon transfert en compagnie d'une partie de mes camarades au centre des travaux forcés de Bordj Er-Roumi, le 23 septembre dernier. C'est ainsi que depuis ce jour nous avons été soumis au régime imposé aux détenus de droit commun condamnés aux travaux forcés, bien que n'étant ni détenus de droit commun, ni condamnés aux travaux forcés. Je me suis vu ainsi imposer le port de l'uniforme du centre, le salut militaire aux gardiens, le rasage des cheveux; en outre la nourriture est insuffisante tant qualitativement que quantitativement, l'approvisionnement aussi bien par ma famille que par la cantine du centre m'a été refusé jusqu'ici.

Le pire est que j'ai été l'objet d'un traitement inhumain pendant huit jours; j'ai été en effet mis avec sept de mes camarades dans une grotte située à une dizaine de mètres sous terre et très humide, totalement dénuée de toute commodité hygiénique (sans w.-c. ni nécessaires d'hygiène) que nous quittions au plus dix minutes par jour sans parler des coups que, le soir de mon arrivée ici, m'ont donnés, sans raison, les gardiens. Ce traitement n'avait aucune justification ni motif légal puisqu'il nous a été infligé dès notre arrivée et il est contraire à l'article 101 du Code Pénal.

Devant cette absence de réponse à nos revendications et après avoir tant attendu je ne peux, Monsieur le Directeur, que protester contre la manière de cet état de choses et en demander la fin en même temps que la satisfaction de mes demandes. Pour appuyer cette protestation, je commencerai demain 15 octobre, une grève de la faim jusqu'à satisfaction de mes revendications légitimes.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur des Services Pénitentiaires, l'expression de mes sentiments respectueux.

Bientôt le N° 5 des — Publications "Perspectives Tunisiennes" — :

***"A la lumière du Procès du G. E. A. S. T.
Les acquis et les perspectives de la lutte
révolutionnaire en Tunisie."***

La vision théorique qui doit guider notre pratique révolutionnaire

L'objet de cet article est de préciser certains points fondamentaux relatifs à l'évolution de la position du G.E.A.S.T. sur la question de la révolution, du système politique pour lequel nous combattons, des moyens qu'un révolutionnaire doit envisager pour le réaliser, des phases de transition auxquelles il est possible de collaborer, de la place du phénomène national et de l'impérialisme dans le processus révolutionnaire. Le G.E.A.S.T. a été à l'origine un groupement d'étudiants et d'intellectuels de tendances fort différentes et dont l'unique lien était un certain progressisme allié à une opposition radicale aux méthodes anti-démocratiques de Bourguiba. Du fait d'une grande tolérance réciproque et d'un respect pour les opinions des autres à condition qu'elles ne fussent pas en contradiction avec les aspects évidents de la situation tunisienne et mondiale, cet assemblage hétéroclite a pu évoluer de manière correcte, avec très peu de déchets, vers une appréciation juste des objectifs à atteindre et des méthodes basées sur l'estimation correcte de la situation en Tunisie et dans le monde. Objectivement, le peu de cohésion théorique et idéologique du groupe était possible du fait que la situation en Tunisie n'était pas encore suffisamment claire, et les lignes de force mondiales peu développées au moment de l'accession de nombreux pays à l'indépendance et du début de la lutte idéologique et politique entre l'U.R.S.S. et la Chine. Mais avec le mûrissement de la situation générale et surtout la discussion de notre pratique concrète en Tunisie, il nous a été possible de rectifier nombre de nos erreurs et les individus qui se trompaient sur certaines questions ont compris honnêtement leurs erreurs sur ces points et ont convaincu d'autres personnes du groupe de leurs idées justes sur d'autres questions (1). Donc, par la pratique, par l'étude du marxisme-léninisme, par la discussion honnête où chacun accepte de reconnaître qu'il s'est trompé si la situation objective le montre, il a été possible au G.E.A.S.T. de proposer des thèses rigoureuses sur la Tunisie, le monde arabe, et le monde tout court. *Nous proclamons donc bien haut la nécessité de rectifier continuellement nos idées pour les rendre plus justes et les adapter sans interruption au processus historique qui, lui, ne nous attend pas.* En conséquence, les bons esprits qui parlent d'évolution de « Perspectives » sur tel ou tel point, d'un changement fondamental sur certaines questions essentielles, n'ont rien découvert de très nouveau. Seulement quand ils croient que l'évolution — et même une rupture brutale selon eux — a eu lieu à propos de nos principes concernant l'Unité

(1) Il est bien clair que quand la situation concrète n'était pas décan-tée, quand la pratique ne nous avait pas départagés, plusieurs opinions pouvaient coexister sur certaines questions. Seulement du fait que la vie n'attend pas, il était nécessaire que la minorité ne contrecarre pas les actes de la majorité, que les organes dirigés ne freinent pas l'action des organes dirigeants. La minorité ou les organes dirigés pouvaient cependant exposer leurs idées et éventuellement montrer l'accord entre leurs idées et les faits, mais à condition de ne pas faire d'obstruction systématique à la prise des décisions qui ne peuvent attendre.

arabe, ils se trompent du tout au tout. En effet, et nous allons liquider tout de suite ce problème, « Perspectives » a eu, dès le début, une idéologie internationaliste qui s'est nourrie de l'expérience de la lutte pour l'indépendance en Tunisie et en Algérie. En Tunisie, particulièrement, la lutte pour l'indépendance s'est posée idéologiquement en termes de la libération du *territoire tunisien*, c'est-à-dire que tous les individus, qu'ils fussent ou non Arabes, devaient en être des ressortissants à part égale. La lutte ne s'est pas faite sur la base des droits exclusifs de l'écrasante majorité arabe. Nous avons toujours estimé qu'un des grands acquis de la révolution démocratique bourgeoise était le traitement égal en droit — sans référence à l'ethnie, la race, la religion, la culture ou la langue — de tous les individus vivant sur un même territoire soumis à un même pouvoir d'Etat (nous ne parlons pas ici des problèmes de luttes de classe). Sur cet acquis, seul un inconséquent ou un réactionnaire peut vouloir revenir. Dans ces conditions, le problème de l'unité des Etats arabes du Maghreb et du Moyen-Orient doit se poser pour des pays socialistes dans les mêmes termes idéologiques — mutatis mutandis — que le problème de l'unité européenne (avec ou sans supra-nationalité) se pose aux pays capitalistes européens, avec en plus l'énorme potentiel que constitue la similitude de culture et de langue (2). Poser le problème de l'unité en termes d'Arabisme, c'est poser — mutatis mutandis — le problème de l'unité en Europe, à la manière hitlérienne, en termes aryens. On peut rappeler à ce propos et à tout hasard que Hitler aussi avait joué à fond la carte de l'humiliation de l'« Europe » par les Anglo-Saxons. Sur ce problème de l'Unité, la position de « Perspectives » n'a jamais changé.

Nos chers super-nationalistes ont coutume de répondre à ce type d'argumentation de la manière suivante : en constituant dans les conditions actuelles la Nation Arabe, nous ne nous basons sur aucune idéologie raciale ou ethnique, puisque nous admettons que quiconque peut devenir Arabe. Et ainsi on forge les concepts boiteux de Kurde arabe, de Berbère arabe, de Kabyle arabe, de Juif arabe. Il n'est pas douteux, selon ces méthodes de raisonnement, qu'avec suffisamment de napalm, on puisse transformer une moitié des Kurdes en Arabes, et l'autre moitié... en cendres. En effet, dans un tel processus d'arabisation, tous les non-Arabes seraient opprimés et laminés pendant la durée de leur assimilation (3). Nos chers super-nationalistes pour-

(2) Il est inutile de s'interroger ici sur l'étroitesse de cette similitude.

(3) Sur ce terrain, il faut remarquer que les super-nationalistes arabes ont des maîtres en la personne des sionistes qui dans les processus de « retour à la Terre promise », ont broyé et laminé (provisoirement) la nation palestinienne. Par la « loi du retour » qui permet à tout Juif le désirant de devenir israélien, il est créé *ipso facto* une différenciation entre Juifs et non-Juifs en Israël, et ce que celles qui puissent être les autres lois. De plus, du fait qu'il est très difficile de devenir Juif, la base idéologique n'est plus seulement ultra-nationaliste réactionnaire comme dans le cas du nationalisme arabe, mais carrément raciste.

raient nous rétorquer : on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs, et vous-mêmes, pendant une première phase, vous serez amenés à exercer une contrainte sur les débris des anciennes classes exploiteuses. Mais alors, vous mettriez le doigt sur ce qui nous sépare et sur ce qui nous a toujours séparés depuis la création de « Perspectives ». C'est que vous, super-nationalistes, vous estimez que votre mission historique, c'est de construire la Nation Arabe parce que vous estimez fondamentalement que l'histoire de l'humanité se résume essentiellement à la lutte entre nations. Tandis que nous, marxistes-léninistes, nous estimons que c'est le phénomène de la lutte des classes qui est au centre de l'évolution de l'humanité. Et, sur ce principe, « Perspectives » n'a jamais varié. Pour résumer, il est clair que si, au niveau des fondements de la doctrine, le nationalisme arabe n'est pas raciste, il est amené, par essence, à briser et à opprimer tout ce qui n'est pas arabe. Jusqu'à maintenant, nous nous sommes contentés de montrer l'oppression de certaines minorités et le rejet des conquêtes élémentaires de la révolution démocratique bourgeoise en Europe qu'implique le nationalisme arabe et notre opposition de toujours à ses principes. Nous montrons dans le corps de l'article que, dans les circonstances

actuelles, le mot d'ordre de l'Unité ne peut être que réactionnaire.

C'est au contraire sur deux problèmes dont l'importance pratique est infiniment plus grande que la position de « Perspectives » a été approfondie et corrigée : les problèmes internes de la construction d'un parti révolutionnaire et de la destruction de l'appareil d'Etat d'une part, les problèmes externes de la lutte contre l'impérialisme des Etats capitalistes avec à leur tête l'Etat américain, d'autre part. On ne consacra que peu de place aux problèmes internes car il semble que les positions de « Perspectives » sont très claires sur certains points et ouvertes ou pas du tout précisées sur d'autres. Le problème de l'Unité nous retiendra un peu plus car il est nécessaire de le clarifier sur le plan théorique pour pouvoir discuter de problèmes plus immédiats et convaincre certains progressistes honnêtes qui ne sont que temporairement sur des positions fausses. C'est le problème de l'impérialisme dans ses relations avec la question nationale et avec les rapports entre les organisations ou gouvernements marxistes-léninistes qui nous retiendra le plus. Nous étudierons ces questions dans l'ordre inverse de leur énumération.

I. - La question nationale, l'impérialisme et les pays socialistes : une troisième étape dans l'évolution des luttes révolutionnaires

Il semble que ce soit dans le domaine de l'évolution de la question nationale dans ses relations avec la nature de l'impérialisme et le développement de nombreux pays socialistes, qu'il faut approfondir le plus nos connaissances et nos réflexions. En effet, nous vivons encore sur des schémas qui datent de 1920 et que l'indépendance de la plupart des pays ex-colonisés ont rendu caducs. Il semble que la meilleure façon de présenter les choses est de distinguer trois étapes dans l'évolution de cette question. A propos des deux premiers stades, il est nécessaire de citer un passage célèbre de Staline repris par Mao Tsé Toung dans son fameux texte sur la « Démocratie Nouvelle » :

« L'immense portée mondiale de la Révolution d'Octobre consiste surtout en ceci, qu'elle a :

1° élargi le cadre de la question nationale, l'a transformée, de question particulière de la lutte contre l'oppression nationale en Europe, en question générale de l'affranchissement des peuples opprimés, des colonies et semi-colonies du joug de l'impérialisme ;
2° ouvert de larges possibilités et des voies efficaces pour cet affranchissement, facilitant ainsi considérablement leur libération aux peuples opprimés d'Occident et d'Orient, les entraînant dans la voie commune d'une lutte victorieuse contre l'impérialisme ;

3° jeté par là-même un pont entre l'Occident socialiste et l'Orient asservi, créant contre l'impérialisme mondial un nouveau front de révolution qui s'étend des prolétaires d'Occident aux peuples opprimés de l'Orient, en passant par la révolution russe. »

Quelle est la signification de ce texte et en quoi a-t-il été vérifié par l'histoire ? Ce qu'on appelle la question nationale a été posée théoriquement en Europe à propos de la lutte contre l'oppression de certaines nations européennes par les Russes ou les Autrichiens au cours du XIX^e siècle, à un moment où le capitalisme n'était pas essentiellement remis en cause. Dans ces conditions, la lutte contre l'oppression nationale s'est faite sous la direction de la bourgeoisie et dans le cadre de la révolution démocratique bourgeoise. C'est au moment de la révolution russe que la deuxième étape a commencé. Il faut se péné-

trer de l'idée que la révolution soviétique a eu un impact très puissant dans les pays colonisés ou semi-colonisés : en Inde, en Chine, dans les pays arabes (dont la Tunisie). Aucun événement n'a soulevé autant d'espoir dans le monde depuis 1917. Du fait de la présence physique de l'impérialisme dans les pays colonisés ou semi-colonisés qui ne possédaient pas d'appareils d'Etat indépendants, la situation concrète rapprochait l'Etat soviétique encerclé des mouvements pour l'indépendance. Ils luttèrent directement et immédiatement contre le même ennemi. Bien que, dans la plupart des pays, ce soient des équipes bourgeoises ou petites-bourgeoises qui aient dirigé la lutte pour l'indépendance, les coups portés à l'impérialisme bénéficièrent directement aux uns et aux autres.

La troisième étape — dont la théorie est à faire — a commencé après 1960, au moment où la plupart des pays pauvres ont eu des appareils d'Etat indépendants conduits sur une base capitaliste et où les pays socialistes ont commencé à compter dans l'arène internationale en tant que puissances. Nous pensons en conséquence, que la lutte contre l'impérialisme doit être menée dans une toute autre optique qu'au cours de la deuxième étape, sous peine de commettre les pires erreurs et de tomber dans les pièges les plus grossiers que nous tendent les appareils d'Etat réactionnaires de nos pays. Un moment de réflexion s'impose. La lutte directe et violente contre l'impérialisme ne peut être menée par les mouvements révolutionnaires car ils ne peuvent pas en général l'atteindre directement, comme au Vietnam. La seule forme possible de lutte conséquente ne peut consister qu'en la liaison intime entre la lutte contre l'impérialisme et la lutte contre l'appareil d'Etat du pays considéré, sauf si celui-ci est chancelant et si les forces progressistes sont autonomes et puissantes et peuvent, dans un front commun contre l'impérialisme et le personnel politique en place, prendre progressivement la place dominante. Par exemple, quand les étudiants ont manifesté contre la visite d'Humphrey en Tunisie, ils se sont opposés simultanément à Humphrey et aux forces de répression de l'appareil d'Etat destourien. Il faut bien comprendre qu'un front commun avec l'appareil d'Etat réactionnaire contre l'impérialisme n'est possible que dans certains cas ; en voici deux :

Premier cas : L'appareil d'Etat est chancelant et les forces

progressistes sont autonomes. Il est possible alors qu'une partie du personnel politique en place évolue très vite vers le marxisme. Cela a été grosso modo le cas à Cuba, où après la destruction de l'Etat de Battista, Castro a pu évoluer très vite, car l'appareil d'Etat n'a pas eu le temps de se reconstruire sur une base réactionnaire.

Deuxième cas : Il y a intervention armée directe de l'impérialisme dans le pays considéré et contre le personnel politique de l'appareil d'Etat en question. Il est alors possible de constituer un front avec ce personnel politique, à condition de conserver son autonomie.

Dans cette optique, le caractère révisionniste de la Démocratie Nationale apparaît nettement. Rappelons que les révisionnistes préconisent dans un pays indépendant l'union de toutes les forces « anti-impérialistes » pour lutter contre l'impérialisme et pour une certaine « planification », sans poser la question essentielle : entre les mains de qui est l'appareil d'Etat ? Dans ces conditions, nous aimerions poser une question concrète à nos révisionnistes ou aux militants qui se trompent de bonne foi : quel contenu donnez-vous à la lutte anti-impérialiste en Algérie actuellement ou en Egypte avant l'occupation au Sinaï par les agresseurs israéliens, quand les deux appareils d'Etat étaient (ils le sont toujours) entre les mains des réactionnaires et qu'ils menaient une soi-disant lutte anti-impérialiste ? Ces deux exemples montrent dans quels pièges peuvent tomber les progressistes qui n'ont pas compris que nous nous trouvons à une troisième étape des luttes socialistes dans le monde. Nous pensons que pour rendre encore plus claires nos positions, il est nécessaire de discuter assez brièvement du mot d'ordre du camarade Che Guevara (créer deux ou trois Vietnam), des relations qui doivent s'instaurer entre Etats socialistes et organisations marxistes-léninistes et de la notion de luttes de classes à l'échelle internationale, et de la thèse selon laquelle la juste lutte contre l'oppression nationale du peuple palestinien doit déboucher nécessairement sur l'écroulement des Etats réactionnaires arabes et que cette lutte constitue le principal levain de fermentation de la situation révolutionnaire dans les pays arabes.

La thèse de "deux ou trois Vietnam"

Nous avons beaucoup de respect pour le révolutionnaire Che Guevara, mais nous sommes en complet désaccord avec son mot d'ordre : créer deux ou trois Vietnam. Ce mot d'ordre est ou un truisme ou une erreur. En effet, ou bien il signifie qu'il faut tout le temps essayer de faire la révolution dans son pays — si les tentatives sont en voie de réussite, alors l'impérialisme américain intervient directement par les armes et une situation de type vietnamien se crée — mais la première partie de la proposition est un truisme : il faut toujours essayer de détruire un appareil d'Etat réactionnaire et le reconstruire sur des bases socialistes (la seconde partie de la proposition n'est pas nécessairement vraie, car l'expérience prouve que l'impérialisme américain ne peut pas toujours intervenir massivement). Le mot d'ordre peut signifier aussi concrètement qu'il faut profiter de la situation présente dans laquelle se trouve l'armée et le gouvernement américains au Vietnam pour lancer de manière coordonnée des mouvements révolutionnaires dans les pays pauvres. Cette position est erronée car il faut bien se rendre compte que les pays en question — même en Amérique latine — sont indépendants et sont donc gérés par des appareils d'Etat possédant armée et police toujours autonomes et quelquefois aidés par des conseillers américains (il faut si peu de conseillers et les « bérés verts » des appareils d'Etat des différents pays peuvent être formés si facilement et rapidement aux Etats-Unis que la charge pour les Etats-Unis n'est pas lourde si le processus révolutionnaire ne recueille pas l'adhésion des masses et ne prend pas une très grande

ampleur). En conséquence, l'ennemi qu'on rencontre en premier est toujours l'appareil de répression de l'Etat en question, et si on ne recueille pas l'appui des masses, si la situation objective du *pays en question* n'est pas favorable pour passer à des méthodes supérieures de lutte ou pour lancer une offensive de grand style, on court à l'échec en priant sur la situation critique de l'impérialisme américain. Mais un point doit être clairement précisé. Il est possible que les dirigeants d'un mouvement se trompent sur la situation objective du pays, ou mieux qu'ils estiment qu'on n'apprend à lutter qu'en luttant. Alors, dans cet esprit, le mouvement, temporairement stoppé ou même vaincu, pourra recueillir les fruits de son expérience et repartir sur des bases plus justes et avec des troupes plus aguerries, dans un pays où la population a compris ce qu'est la violence réactionnaire et où le gouvernement en place est divisé sur les méthodes de répression. Quand donc nous critiquons la pensée du camarade Che Guevara, ce n'est pas parce qu'il a échoué ou parce que nous estimons que la situation en Bolivie n'était pas favorable (nous ne la connaissons d'ailleurs pas), comme le font les soi-disant révolutionnaires attentistes : c'est parce que les bases théoriques de son action étaient erronées (4).

La notion de lutte de classes à l'échelle internationale et les rapports entre organisations révolutionnaires et Etats socialistes

On peut donner deux sens très différents à la lutte de classes à l'échelle internationale. Dans un premier sens, elle fait référence à l'internationalisme prolétarien et à la communauté fondamentale des intérêts des classes révolutionnaires des différents pays en lutte contre leurs appareils d'Etat réactionnaires et des classes révolutionnaires au pouvoir dans les pays socialistes. Nous sommes en accord complet avec une telle conception des choses. Mais nous sommes en désaccord profond avec le deuxième sens qu'elle peut revêtir, à savoir que le monde est divisé en deux camps : d'un côté les peuples opprimés et les nations socialistes, de l'autre les Etats impérialistes et leurs alliés. Et ce, pour trois raisons. D'abord, elle masque le fait que le monde vient de franchir une étape nouvelle à laquelle nous avons déjà fait allusion. Avec ce schéma, les militants oublient que leur ennemi principal et immédiat est l'Etat réactionnaire dans leurs pays et sont amenés à soutenir leur appareil d'Etat pour peu qu'il « lutte » verbalement contre l'impérialisme, c'est-à-dire le camp adverse. Ensuite la lutte pour le socialisme dans les pays où la révolution s'est faite est mise sur le même plan que la lutte des organisations révolutionnaires dans les pays où l'Etat est réactionnaire. Or nous venons de voir qu'en général, les groupes marxistes-léninistes dans ces pays affrontent directement leur appareil d'Etat et non pas l'impérialisme, tandis que les Etats socialistes révolutionnaires affrontent directement l'impérialisme. Mélanger les deux types de lutte serait très néfaste aux organisations révolutionnaires dans les Etats capitalistes. Enfin, cette thèse amène certains à oublier la distinction essentielle entre peuple et appareil d'Etat dans chaque pays à gouvernement réactionnaire ou impérialiste. Dans cette vision d'une lutte gigantesque entre deux camps, on ne peut plus faire de détail. Certains vont même jusqu'à dire que si, dans cette lutte, il arrive qu'on liquide certaines nations ou groupes ethniques — par une guerre classique ou nucléaire

(4) Nous ne discutons pas ici de ses thèses concernant la liaison intime nécessaire entre les organisations révolutionnaires d'Amérique Latine. Nous connaissons trop mal la situation concrète dans ces pays.

entre Etats ou tout autre moyen — ceci n'est qu'une péri-
pétie. L'oppression d'un peuple par un autre pour le main-
tenir dans le « bon camp » se justifierait alors.

Examinons maintenant le problème des relations entre
Etats socialistes et partis prolétariens dans les pays non-
socialistes. Il est clair, d'après ce qui précède, que nous
ne pouvons qu'être opposés à toute thèse de centre ou
de base de la révolution mondiale. En plus, il nous faut
préciser que cette position est en accord avec les développe-
ments actuels de l'expérience marxiste-léniniste. Le
camarade Mao Tsé Toung a développé, il y a plus de dix
ans, sa thèse des contradictions non-antagoniques au sein
du peuple, c'est-à-dire entre les différentes classes révo-
lutionnaires qui forment le peuple de chaque nation. Ces
contradictions ont pour origine des divergences d'intérêt
secondaires et peuvent être résolues par des discussions
ou autres moyens, sauf la violence armée. Or si on admet,
au sein du peuple d'une même nation, de telles contradic-
tions non-antagoniques, on ne peut qu'admettre le même
type de contradictions entre des organisations révolution-
naires et des Etats socialistes non-révisionnistes. D'une
part, une des principales bases de ces contradictions non-
antagoniques est constituée par le fait que chaque Etat
socialiste a une diplomatie qui a, sur certains points, ses
intérêts propres. Il faut donc admettre que, sur certains
points, et provisoirement, les actes d'un Etat socialiste
non-révisionniste peuvent gêner une organisation révolution-
naire. Nier cette possibilité serait une absurdité. Or l'exis-
tence d'un centre international ou d'une base rouge mon-
diale ne pourrait que multiplier les conséquences néfastes
de telles tendances. Dans cette optique, ce qu'il faut de-
mander à un grand pays socialiste révolutionnaire, c'est
qu'il ne gêne jamais, par sa politique générale ou par ses
thèses théoriques, le développement de la révolution dans
les pays capitalistes ou néo-capitalistes et qu'il aide, si
possible, les mouvements révolutionnaires. Il est facile, sur
cette base minimale, de distinguer entre appareils d'Etat
révisionnistes et appareils d'Etat marxistes-léninistes.

D'autre part, et surtout, si la discussion des opportu-
nités révolutionnaires se fait au sein d'un Komintern trop
centralisé, les révolutionnaires d'un pays considéré ne sont
plus les principaux à décider, alors que ce sont eux le
plus à même de déterminer leur voie du fait qu'ils sont
sur place et donc les mieux placés pour connaître la situa-
tion. Le parti communiste chinois a fait déjà l'amère expé-
rience d'un tel état de choses entre 1920 et 1930, et plus
près de nous les partis communistes d'Afrique du Nord
ont payé chèrement, avant l'indépendance, leur manque
d'autonomie.

Dans cet ordre d'idée, quel que soit le degré de centra-
lisme à l'intérieur d'une internationale, il existe toujours
le danger que la tendance de privilégier les contradictions
extérieures et non pas internes, les contradictions éclat-
antes et non pas cachées, bien que fondamentales, prévale.
Ce point nous ramène à étudier en quoi la lutte du peuple
palestinien est un ferment révolutionnaire pour les peuples
arabes.

La lutte du peuple palestinien est-elle ou sera-t-elle le seul ou le principal ferment révolutionnaire au Moyen-Orient ?

Posée sous cette forme, la question ne comporte pas
actuellement de réponse. Il faudrait être devin ou dogma-
tique pour répondre à cette question de manière catégo-
rique. Mais avant d'analyser la signification réelle d'une
telle question, il est nécessaire de préciser rapidement
deux points. D'une part, la question ne peut se poser que
pour les pays du Moyen-Orient et non pas pour les pays

de culture arabe du Nord de l'Afrique. D'autre part, quelle
que soit la réponse à cette question, il est nécessaire
d'aider le peuple palestinien à lutter contre l'oppression, et
ce encore plus que d'autres peuples opprimés. Pourquoi ?
Parce que la lutte du peuple palestinien est très difficile
du fait qu'elle se déroule sur la base de camps de réfu-
giés, que le peuple palestinien a été déraciné et que sa
cause est exploitée par tous les réactionnaires des pays
de culture arabe. Il est clair que ce soutien est tout à
fait indépendant du fait que les Palestiniens sont des
Arabes, bien que la similitude de culture nous permette
de sensibiliser les peuples arabes à cette cause qu'ils sou-
tiennent d'ailleurs sans partage.

Les tenants de la thèse selon laquelle la lutte du peuple
palestinien va « mettre le feu à toute la plaine » au Moyen-
Orient raisonnent habituellement de la manière suivante :
la résistance palestinienne tend à être de plus en plus
autonome par rapport aux appareils d'Etats arabes. Or ceux-
ci, qui ont senti la puissance militaire d'Israël, appuyée par
l'impérialisme, sont incapables de s'y opposer à nouveau.
Ils vont donc être conduits à négocier — ouvertement ou
non, sur la base de la résolution du 22 novembre 1967 ou
non — et ce, sur le dos du peuple palestinien. Ces appa-
reils d'Etat vont donc se démasquer de plus en plus devant
les masses arabes qui sont très sensibilisées par le pro-
blème palestinien. Une situation révolutionnaire se créerait
donc ainsi et c'est la principale cause révolutionnaire. Nous
devons dire que le raisonnement nous semble partiellement
faux, et ce pour la raison suivante : c'est que la majorité
des Etats arabes ne sont pas concernés directement par
le conflit et pourront toujours relever l'étendard du nationa-
lisme et accuser les autres Etats de céder. Il n'y a en fait
que l'Egypte et la Jordanie qui sont vraiment touchés (même
la Syrie s'accorde tant bien que mal de la situation).
Que voyons-nous actuellement ? La branche irakienne du
Baath (l'Irak n'a pas accepté le cessez-le-feu) a pu recréer
un front uni avec le gouvernement de Syrie — qui n'a pas
accepté la résolution du 22 novembre mais qui avait accepté
le cessez-le-feu — à la faveur du coup d'Etat récent (5).
Donc, actuellement, c'est le processus inverse qui se déve-
loppe. En fait, cette thèse revient à accepter implicitement
la théorie guevariste du « foco » (6). Pour le camarade
Che Guevara, une situation explosive dans laquelle une
lutte armée a lieu a une dynamique propre qui se déve-
loppe de manière quasi-automatique et sans qu'il soit besoin
de l'action révolutionnaire, basée sur la théorie, d'un parti
organisé. Nous estimons que cette façon de voir les choses
a causé suffisamment de ravages dans les rangs des progres-
sistes arabes. Rappelons-nous les positions de certains
sur le F.L.N. algérien et Ben Bella et leur désespoir non
fondé quand celui-ci a sauté du fait d'une simple piche-
nette de l'armée. Rappelons-nous le désespoir des cama-
rades qui pensaient que la guerre au Moyen-Orient allait
engager un processus révolutionnaire immense en mai-
juin 1967 (7). Cependant, si nous estimons que la lutte
du peuple palestinien n'est pas l'unique phénomène fonda-
mental qui va démasquer les régimes réactionnaires, nous
admettons qu'elle constitue un moyen important de le faire,
mais à une condition essentielle : c'est que les progres-
sistes, dans chaque Etat, luttent effectivement contre leur
appareil d'Etat et lient l'exigence d'un soutien effectif au
peuple palestinien à des attaques fondamentales contre leur
appareil d'Etat. Or, que voyons-nous généralement ? Les
« marxistes » dans chaque pays n'osent pas attaquer leur
appareil d'Etat et lui apportent un « soutien critique » dans
sa « lutte » contre Israël. Cette position nous semble essen-
tiellement fautive. Cette question nous mène directement à
l'étude du problème de l'Unité arabe.

(5) Nous ne parlons même pas des positions confortables du gouver-
nement algérien, qui n'a été que temporairement gêné par l'affaire du
Boeing de l'EI Al.

(6) Foco signifie feu.

(7) On peut citer l'article remarquable de Gérard Chaliand dans « Le
Monde Diplomatique » de mars 1969 intitulé « La résistance palesti-
nienne entre Israël et les Etats arabes ». De manière anecdotique, rap-
pelons que Gérard Chaliand avait écrit un article où il dénonçait —
quelque temps avant la chute de Ben Bella — le mythe de l'Etat Algé-
rien sur la voie du socialisme.

II. - Le problème de l'unité arabe

Depuis la publication, en février 1968, de la brochure intitulée « La question palestinienne dans ses rapports avec le développement de la lutte révolutionnaire en Tunisie », des bons esprits nous ont reproché d'avoir viré de 180 degrés sur le problème de l'Unité entre les pays du Maghreb et du Moyen-Orient par rapport à notre position dans une première brochure de mai 1967 intitulée « Les caractéristiques de la période actuelle du développement de la Tunisie et les instruments de la Révolution arabe ». Tout d'abord, nous voudrions faire remarquer, par des citations, que nous avons toujours considéré que l'Unité Arabe ne pouvait être qu'un moyen et que ce moyen n'avait de sens que dans un certain cadre. A la fin de la page 5 et au début de la page 6 de la brochure dont le titre est « Les caractéristiques... », il est écrit :

« ...mais surtout parce que cette unité est le seul moyen pour nos pays de construire réellement le socialisme, le seul moyen d'être réellement indépendants de l'impérialisme, la seule façon de constituer un marché des ressources et des produits suffisamment vaste pour que les efforts d'industrialisation ne soient pas stériles, la seule façon également de faire disparaître les inégalités qui peuvent exister entre nos pays. »

« Si l'unité arabe est une nécessité économique, culturelle et historique, au point de vue de la construction du socialisme, elle ne saurait être un préalable à la lutte pour l'avènement de ce système. Au contraire, l'expérience a amplement prouvé et continuera encore à le faire, que cette unité n'est réalisable que si elle est le fait de régimes socialistes. Tous les autres régimes, et nous n'avons aucune gêne à le dire, nous dont le gouvernement est des plus activement hostile à cette unité, sont trop soumis à l'impérialisme ou incapables de faire échec à ses manœuvres pour faire quoi que ce soit de sérieux dans le sens de l'unité réelle, qui est une des hantises de l'impérialisme. Seuls des régimes complètement indépendants de ce dernier, c'est-à-dire réellement socialistes, peuvent œuvrer pour cette unité. »

Il apparaît donc que nous n'avons pas varié d'un iota sur les principes, mais qu'au contraire ce sont certaines personnes qui, après l'agression israélienne, sont retombées dans les ornières d'un nationalisme réactionnaire (8). Ensuite, et pour parvenir à une claire conscience du problème, il faut, en bons marxistes, envisager les implications concrètes et pratiques du mot d'ordre de l'Unité Arabe dans les conditions actuelles. Si nous mettons en avant ce mot d'ordre actuellement en Tunisie, ceci veut dire que nous renonçons ipso-facto à lutter directement contre le régime néo-destourien pour peu que celui-ci commence à faire des sourires à Nasser ou aux autres nationalistes et que nous soyons amenés à soutenir tout mouvement ou gouvernement réactionnaire qui adopte ce mot d'ordre. Or, après la disparition de Bourguiba, le P.S.D. tout entier, ou une fraction de ce parti, jouera très probablement la bonne carte mystificatrice du nationalisme arabe qui sert à orienter, dans les circonstances actuelles, le

mouvement progressiste vers des voies de garage. Si la carte du nationalisme arabe pouvait avoir le moindre sens au Maghreb, c'était bien au moment de la lutte pour l'indépendance, c'est-à-dire contre la présence physique de l'impérialisme français. Or, elle n'a presque pas été utilisée. Qu'a donné récemment le mot d'ordre de l'Unité dans les pays du Moyen-Orient ? Il a servi à la liquidation des communistes et des progressistes syriens en 1958 et à l'oppression de la Syrie par l'Egypte. Il a servi en 1962, en Irak, à un massacre épouvantable de progressistes. Les personnes qui avancent maintenant comme mot d'ordre concret l'Unité font penser aux communistes tunisiens qui, avant l'indépendance, parlaient de socialisme en oubliant de parler d'indépendance et s'imaginaient que le P.C.F. allait nous apporter le socialisme tout chaud sur un plateau. Pour nous résumer sur ce point, du fait que chaque pays arabe est soumis à un pouvoir d'Etat (réactionnaire actuellement), les contacts sérieux nécessaires pour l'Unité (supranationale ou non) ne peuvent se faire qu'entre ces appareils d'Etat et donc sont soumis aux intérêts de ces appareils d'Etat. Nous qui luttons contre ces appareils d'Etat, et qui en tout cas ne sommes pas dedans, nous ne pourrions au mieux que faire pression pour que l'Unité se réalise. Mais alors, du fait que les contacts nous échapperaient, nous ne serions que des jouets entre les mains des différents Etats. Au mieux, nous nous épulserions pour rien ; au pis, nous contribuerions à créer une Sainte Alliance des réactionnaires arabes. Il va sans dire que la question se poserait autrement si les appareils d'Etat étaient entre les mains de marxistes-léninistes. Les contacts de toutes sortes serviraient alors, au contraire, à renforcer la cause du socialisme.

Certaines personnes non engagées et honnêtes peuvent nous dire : ce que vous dites est juste, mais les masses dans les pays arabes pensent autrement, et avec vos analyses vous allez vous faire broyer. Mais un moment de réflexion s'impose. D'une part, ces gens font preuve d'un certain mépris pour l'intelligence des masses. La meilleure preuve à avancer, c'est que la question de l'Unité se pose beaucoup moins pour les progressistes militant en Tunisie car ils sont confrontés aux véritables problèmes des masses, tandis qu'il devient délirant pour les intellectuels vivant à Paris, coupés de tout, et qui essaient de recouvrer leur authenticité, dans une société assez largement hostile, par l'Arabisme. D'autre part, nous ne pouvons adopter des mots d'ordre contraires aux principes du marxisme-léninisme car sur ce terrain, nous nous ferons toujours battre par des gens dont la théorie politique colle vraiment à ces mots d'ordre. Nous ne sommes pas des partisans de ce qu'on peut appeler la thèse de la révolution-escroquerie qui pose qu'on peut avancer politiquement en se présentant autrement qu'on est, et qu'on peut prendre le pouvoir politique et détruire l'appareil d'Etat comme on escroque un bourgeois. L'erreur doctrinale de l'entrisme ne doit pas être répétée (9).

Enfin, nous membres du G.E.A.S.T., nous sommes prêts à constituer aussitôt que possible une sorte d'internationale régionale, respectant l'indépendance des organismes y participant, avec des groupes marxistes-léninistes d'autres pays arabes. Mais la situation où la similitude de langue et de culture commencerait vraiment à donner des fruits sera celle où l'un des pays arabes deviendra socialiste. L'impact sur les autres pays arabes sera énorme et l'on verra à ce moment nos actuels Unifonistes tenter d'isoler par tous les moyens ce pays arabe socialiste ou d'utiliser l'unité pour le noyer dans la masse des Etats réactionnaires arabes (cf. le cas de Cuba en Amérique latine).

(9) Cette position n'a rien à voir avec la nécessité de la clandestinité et des alliances entre les classes révolutionnaires de la société, la nécessité de préserver des étapes et des transitions.

(8) Sur le plan de la forme et de l'accentuation de tel ou tel point, il y a un changement radical et c'est ce qui a probablement choqué nos formalistes arabes qui en sont restés à la scolastique moyenâgeuse. Par exemple, nous parlions auparavant de Révolution arabe et nous parlions maintenant de révolution des peuples arabes et d'Unité entre les Etats du Maghreb et du Moyen-Orient. Pourquoi cela ? Parce qu'il fallait absolument lutter contre la vague supernationaliste à germes racistes qui déferlait. Nous répétons donc que nous avons autant de liens avec un Chinois, un Hollandais ou un Esquimau progressiste qu'avec un Arabe progressiste. Sur un plan plus général, nous avons autant de liens avec un Chinois, un Hollandais ou un Esquimau qu'avec un Arabe. Si donc nous sommes pour l'Unité, c'est sur une base territoriale et afin d'utiliser le legs de la similitude de culture et de langue dans la perspective de la construction d'une économie socialiste prospère et puissante.

III. - La construction d'un parti révolutionnaire, la destruction de l'appareil d'Etat, le régime de transition

En 1966, commençait une série d'articles écrits sous forme de tribunes libres par des membres du G.E.A.S.T. ou des personnes extérieures au groupe. Les tribunes libres avaient pour objet d'ouvrir une discussion sur la nature du pouvoir en Tunisie, sur la stratégie révolutionnaire à adopter, et éventuellement sur le type de société de transition vers le socialisme auquel nous étions disposés à collaborer. Les conclusions auxquelles nous sommes arrivés ont été exposées dans la brochure intitulée « Les caractéristiques de la période actuelle du développement de la Tunisie et les instruments de la Révolution Arabe », écrite en mars 1967, à laquelle nous avons déjà fait allusion. Nous reprenons les termes du deuxième paragraphe de la page 16 de cette brochure :

« La conclusion que nous en tirons quant au régime tunisien est la suivante : le pouvoir est détenu par une équipe petite-bourgeoise qui a rompu avec sa classe d'origine, et qui est mue par une contradiction fondamentale : garder le pouvoir tout en préservant les possibilités de construction capitaliste et empêcher les explosions du mouvement des masses. Etant donné l'impossibilité objective de construction du capitalisme d'une part, le fait qu'il ne s'agit pas d'une équipe socialiste capable de mobiliser les masses d'autre part, la seule issue pour le pouvoir est d'osciller dans une politique de concessions à toutes les classes, et d'arbitrer les conflits de la société. Parce que tous ces conflits se répercutent en son propre sein, elle a besoin d'un arbitre suprême ; Bourguiba, qui jouit d'un grand prestige auprès des masses, joue ce rôle à merveille. »

Cette conclusion avait été acquise à l'encontre des thèses selon lesquelles le pouvoir d'Etat en Tunisie était purement bureaucratique-bonapartiste et pouvait évoluer, après certaines luttes internes au sein du parti socialiste destourien, vers le socialisme (10). La conclusion stratégique de cette position erronée était l'entrisme au sein du P.S.D. afin d'y contacter les masses et de construire à partir des débris du P.S.D. un parti révolutionnaire. Cette stratégie sous-estimait manifestement d'une part la force et l'emprise possibles des idées justes sur les masses ainsi que leur dégoût de plus en plus affirmé du P.S.D., et d'autre part le rôle répressif de l'appareil d'Etat et la nécessité de briser cet appareil construit sur des bases capitalistes et petites-bourgeoises pour en reconstruire un qui puisse orienter et contrôler le développement socialiste du pays. La nécessité de la construction d'un parti révolutionnaire et de la destruction-reconstruction de l'appareil d'Etat vont de pair car un parti qui ne viserait pas à détruire l'appareil

d'Etat ne pourrait être que réformiste ou contestataire et un petit groupe qui chercherait à s'emparer du pouvoir d'une manière putschiste ne pourrait pas détruire la machinerie d'Etat et *a fortiori* la reconstruire sur des bases socialistes. Au service de quelle classe serait, au début, ce nouvel appareil d'Etat ? Deux thèses sont en présence, entre lesquelles il est difficile de choisir en l'état actuel des choses (11) : le régime de démocratie nouvelle ou le régime de démocratie prolétarienne ? Le premier régime a été préconisé par Mao Tsé Toung, vers 1940, pour la Chine. Le régime de démocratie nouvelle est basé sur l'alliance entre le prolétariat urbain, les paysans pauvres et moyens, la petite-bourgeoisie et même la bourgeoisie nationale, et ce, sous la direction du prolétariat et de la paysannerie pauvre. Ce régime était tout à fait adapté à la Chine de 1949 qui, d'une part, avait souffert de la dictature effrénée de la grande bourgeoisie alliée à l'impérialisme et à la féodalité et où, d'autre part, la bourgeoisie nationale et la petite-bourgeoisie étaient ruinées et poussées à bout par la dictature de Tchang Kai Chek. Le deuxième régime a une assise de classes moins large en ce sens que le rôle de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie nationale y est beaucoup moins important. Le lecteur voit bien que le choix dépend de l'évolution de la position de la petite-bourgeoisie par rapport à l'appareil d'Etat réactionnaire. Or deux tendances jouent ici en sens contraire. D'une part, par les coopératives, la petite-bourgeoisie est de plus en plus mécontente, et un nombre de plus en plus grand de ses membres deviennent des chômeurs ou des prolétaires. D'autre part, le régime de Bourguiba a une idéologie et une origine nettement petite-bourgeoise, et il est possible que ses successeurs se rapprochent à nouveau de leur base de classe. Quant à la bourgeoisie, du fait que l'oppression impérialiste est beaucoup moins directe et plus souple qu'auparavant, il est difficile de concevoir qu'il soit possible de former un front progressiste la comprenant.

Pour conclure cet article, il est nécessaire d'aborder un point fondamental. C'est que, si la situation est difficile — et le sera encore pendant un certain temps — pour les progressistes arabes, le temps joue fondamentalement pour eux. Pourquoi ? Parce que la situation interne pourrait de plus en plus dans les pays arabes. Il arrivera un moment où les masses — dont la situation matérielle et politique se dégrade de plus en plus — seront prêtes à prendre conscience des problèmes fondamentaux ; il faudra alors que les vrais progressistes soient présents et proposent des idées justes qui correspondent à la réalité. Soyons dignes de nos camarades emprisonnés dans les geôles du dictateur réactionnaire Bourguiba, qui ont osé penser de manière juste et agir de manière intrépide !

M. ABOU EL FAOUZ.

(10) Les camarades tenants de cette thèse — et qui à la quasi unanimité ont été convaincus de l'erreur de leur position — ont toujours été parmi les plus intrépides révolutionnaires et leurs positions étaient justes sur d'autres points. La suite de leur action l'a montré.

(11) Nous ne discutons pas ici de la thèse révisionniste de la démocratie nationale qui ne pose pas le problème de la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste ou petit-bourgeois.

Lisez, diffusez les publications du G. E. A. S. T.

- **Son Journal "Perspectives Tunisiennes"**
- **Ses Brochures et Mémoires**
- **Son Bulletin Etudiant ("En Avant")**

Apprenons le marxisme auprès de ceux qui ont su le pratiquer

Contre le libéralisme

7 septembre 1937

Nous sommes pour la lutte idéologique active, car c'est l'arme grâce à laquelle on obtient l'unité à l'intérieur du Parti et des organisations révolutionnaires et qui les rend aptes au combat. Chaque communiste et révolutionnaire doit prendre en main cette arme.

Le libéralisme, lui, rejette la lutte idéologique et préconise une bonne entente sans principes, ce qui donne naissance à un style de travail décadent et philistin, lequel conduit certaines unités et certains membres du Parti et des organisations révolutionnaires à la dégénérescence politique.

Le libéralisme se manifeste sous diverses formes : On sait très bien que quelqu'un est dans son tort, mais parce qu'il s'agit d'une vieille connaissance, d'un compatriote, d'un camarade d'école, d'un ami intime, d'une personne aimée, d'un ancien collègue ou d'un ancien subordonné, on ne livre pas une lutte de principe contre lui, mais on laisse aller les ohoses pour pouvoir préserver la bonne entente et l'amitié ; ou bien, on fait de légers reproches, sans chercher à résoudre à fond la question, dans le but de rester en bons termes avec son entourage. Il en résulte qu'on fait du tort à la collectivité comme à la personne intéressée. C'est la première forme.

Faire de la critique irresponsable en privé et non des suggestions positives à l'organisation. Ne rien dire à quelqu'un en face, mais tenir des propos inconsidérés derrière son dos ; se taire à la réunion, mais parler à tort et à travers après. Ne pas se soucier du principe de la vie collective, mais se laisser aller à toutes ses impulsions. C'est la deuxième forme.

Se désintéresser de tout ce qui ne vous concerne pas ; dire le moins possible même s'il y a faute évidente ; et comme fait le sage, dit-on, se défendre rien qu'en évitant d'être pris en défaut. C'est la troisième forme.

Désobéir aux ordres et placer ses propres opinions au-dessus de tout. Exiger de l'organisation des dispenses spéciales, mais ne pas en observer soi-même la discipline. C'est la quatrième forme.

Ne pas combattre ni réfuter les opinions erronées dans l'intérêt de l'union, du progrès et de la bonne réalisation du travail, mais au contraire lancer des attaques personnelles, donner libre cours à son mécontentement, exhaler ses griefs personnels et chercher à se venger. C'est la cinquième forme.

Entendre énoncer des opinions erronées sans réagir jusqu'à ne pas signaler les propos des éléments contre-révolutionnaires, mais les tolérer sans réagir comme si de rien n'était. C'est la sixième forme.

Ne faire ni propagande ni agitation parmi les masses, ne pas prononcer de discours devant elles, ne pas enquêter ni s'informer auprès des masses, loin de prendre à cœur leurs intérêts, rester indifférent à leur sort en oubliant qu'on est communiste et en confondant un communiste avec un simple particulier. C'est la septième forme.

Ne pas s'indigner quand une personne commet des actes qui portent préjudice aux intérêts des masses, ne pas l'en dissuader ou l'en empêcher ni mener un travail d'explication auprès d'elle mais la laisser faire. C'est la huitième forme.

Ne pas travailler sérieusement, n'avoir ni plan ni orientation ; travailler par manière d'acquiescement et laisser aller les choses ; ne rien faire tant que cela est décemment possible ; « aussi longtemps que je serai bonze, je me contenterai de sonner les cloches ». C'est la neuvième forme.

Se considérer comme ayant rendu des services à la révolution et se donner des airs de vétéran ; être incapable de remplir de hautes fonctions, néanmoins dédaigner les tâches mineures ; être nonchalant dans le travail et dans l'étude. C'est la dixième forme.

Etre conscient de ses erreurs, mais ne pas chercher à les corriger et avoir une attitude libérale envers soi-même. C'est la onzième forme.

On pourrait encore citer d'autres formes, mais ce sont là les onze principales.

Toutes sont des manifestations du libéralisme. Le libéralisme dans les organisations révolutionnaires fondées sur le principe de la collectivité est extrêmement nuisible. C'est un corrosif qui détruit l'unité, mine la solidarité, engendre la passivité dans le travail et crée la divergence d'opinions. Il prive les rangs de la révolution d'une organisation solide et d'une discipline rigoureuse, empêche l'application complète de la ligne politique et fait que l'organisation du Parti s'éloigne des masses placées sous sa direction. C'est une tendance profondément nuisible.

Le libéralisme a son origine dans l'égoïsme de la petite bourgeoisie qui place au premier plan ses intérêts personnels et relègue au second plan ceux de la révolution ; c'est ainsi qu'il apparaît sur le plan idéologique, politique et d'organisation.

Les libéraux considèrent les principes du marxisme comme des dogmes abstraits. Ils approuvent le marxisme, mais ne sont pas disposés à le mettre en pratique ou à le mettre intégralement en pratique ; ils ne sont pas disposés à remplacer leur libéralisme par le marxisme. Ils ont fait provision de marxisme comme de libéralisme ; ils parlent en marxistes, mais agissent en libéraux ; ils appliquent le marxisme aux autres, mais le libéralisme à eux-mêmes. On trouve chez eux les deux choses et chacune à son usage. Certains ont le cerveau ainsi fait.

Le libéralisme est une manifestation de l'opportunisme et est radicalement en conflit avec le marxisme. C'est quelque chose de passif qui objectivement a pour effet d'aider l'ennemi ; aussi le conserver parmi nous est bien pour réjouir nos ennemis. Puisque telle est la nature du libéralisme, il ne doit pas y avoir de place pour lui dans les rangs de la révolution.

Pénétrés de l'esprit actif du marxisme, nous devons vaincre la passivité du libéralisme. Un communiste doit être franc, dévoué et actif ; les intérêts de la révolution doivent lui être plus chers que sa propre vie et il doit leur subordonner ses intérêts personnels. Toujours et partout, il doit s'en tenir fermement aux principes justes et lutter inlassablement contre tout esprit et acte erronés, afin de consolider la vie collective du Parti et de renforcer la liaison entre le Parti et les masses. Enfin, il doit prendre soin des intérêts du Parti et des masses plus que des intérêts de l'individu, prendre soin des autres plus que de lui-même. C'est seulement ainsi qu'il peut mériter le nom de communiste.

Tous les communistes loyaux, sincères, actifs et droits doivent s'unir pour combattre les tendances libérales d'une fraction des membres du Parti et ramener ces camarades dans le droit chemin. C'est là une des tâches de notre lutte sur le front idéologique.

MAO-TSE-TOUNG.

Poèmes de Jeunes

Cette deuxième publication dans notre journal d'essais poétiques dûs à la plume de jeunes camarades et sympathisants, ne manquera pas de soulever de la part des lecteurs des objections de différentes sortes :

— Objection d'opportunité d'abord en arguant du fait que le journal politique d'un groupe d'opposition ne peut souffrir la perte d'espace et d'énergie que constitue la publication de poèmes. C'est là nous semble-t-il une conception étroite de la lutte qui aboutit à reléguer le front culturel à une position secondaire, réduisant par là la lutte révolutionnaire à la répétition de slogans politiques au sens étroit du mot, et le socialisme à une doctrine sèche et abstraite. Nous refusons d'autant plus cette fossilisation qu'il n'y a qu'à voir combien la bourgeoisie réactionnaire a compris la force de l'arme culturelle et comment elle, s'empare de différents genres littéraires pour y charrier son idéologie dominatrice faite de conformisme, de lèche, d'obscurantisme même.

— Des objections peuvent aussi être soulevées par des lecteurs puristes qui n'estimeraient pas digne de publication des poèmes aussi peu achevés à la fois quant à la forme et quant au fond. C'est là quelque chose qui ne nous échappe pas et nous espérons pouvoir un jour révéler de vrais talents, publier de vrais chefs-d'œuvre. Mais comment y arriver sinon en encourageant au maximum les vocations, en leur offrant des tribunes, en vulgarisant leur production, en la soumettant à la critique ? Dans la mesure de nos faibles moyens là se limitent actuellement nos prétentions.

Dans ma cellule

Jours et nuits se succèdent et moi toujours dans ma chambre
J'ai perdu tout ami sauf un qui est l'ombre,
Mais je sais bien que je suis l'invité sans accueil.
Oh ! je t'en supplie ma patience, reste en veille.

« Que faire ? » dis-je, dans une obscurité continue
Le soleil, les étoiles mêmes et le bruit sont perdus.
Je crains que la nature ne soit en deuil.
Oh ! je t'en supplie ma patience, reste en veille.

Pourrai-je parler, mais à qui m'adresser !
Pourrai-je pleurer, mais à qui m'alarmer !
Je suis au fond d'un puits, ni câble ni treuil.
Oh ! e t'en supplie ma patience, reste en veille.

Cependant il me reste quelque chose de plus cher,
Rassurez-vous, ce n'est ni mon père ni ma mère.
C'est ma foi à laquelle je me cramponne,
Au nom d'elle je jure de ne me livrer à personne.
Et grâce à elle ma patience est en veille.

La jeunesse insurgée

La tyrannie veut toujours nous assiéger
La famille à nos chaînes nous ramène
Tout en nous se déchaine
Car nous sommes des insurgés.

La vie par la mort sera suivie
Mais l'intervalle doit changer
Nous voulons nous réveiller,
Car nous sommes des insurgés.

Le père, autoritaire !
La mère, trop accrochée !
Le frère aîné est orgueilleux !
Tout ceci à balayer
Car nous sommes des insurgés.

Mythes et rites enterrés
Coutumes et mœurs, c'est archaïque
Et l'archaïque, à réviser !
Nous sortirons de la panique
Car nous sommes des insurgés.